Discours Social, Médias et Représentation de la Migration au Sénégal

Doudou D. GUEYE
Département de Sociologie
Université Assane Seck de Ziguinchor
dgueye@univ-zig.sn

Table des matières

Introduction **1**

I. Contexte et Justification **2**

I.1. Contexte 2

I.2. Justification 4

II. Méthodologie **6**

II.1. Méthode ethnosociologique 6

II.2. Leçons apprises d'une méthodologie 7

II.3. Population enquêtée 8

III. Le Contexte de l'Étude **9**

III.1. La place de la migration dans la zone Casamance, Guinée-Bissau, Gambie 11

III.2. Focus sur les mobilités en Casamance 13

IV. État des Lieux de la question **15**

IV.1. Une émigration appuyée par une industrie 16

IV.2. Le changement de la condition statutaire 18

V. Monographies de lieux **22**

V.1. Djidinky. La disparition des activités de productions traditionnelles 22

V.2. Quartiers périphériques de Ziguinchor et attirance vers la mobilité 25

V.3. Abéné. Tourisme et migration 29

VI. Les représentations collectives de la migration **33**

VI.1. Les « mots » de la migration 33

VI.2. Les « hommes de l'ombre » pour relativiser des « faits avérés » 38

VI.3. Génération « heureuse » et génération « maudite » de la migration 42

VI.4. Émissions radiophoniques et « causeries » aux objectifs déviés 44

VI.5. Comprendre les prises de risques 47

Principaux résultats **51**

Conclusion **52**

Bibliographie **53**

Remerciements

Pour la coordination de l'enquête de terrain, merci à Cissao TAMBA, doctorant en sociologie à l'UASZ.

Pour avoir mené avec rigueur le travail de recueil des données, nos remerciements aux étudiants que sont

- **Ansou BANORA,**
- **Landing GOUDIABY,**
- **Mohamed SONKO,**
- **Baye Yoro DIEDHIOU,**
- **Karfa TRAORE.**

Sigles et Abréviations

AHI :	**A**ssistance **H**umanitaire **I**nternationale
ANSD :	**A**gence **N**ationale de la **S**tatistique et de la **D**émographie
CEM :	**C**ollège d'**E**nseignement **M**oyen
CNOG :	**C**onseil **N**ational de l'**O**rdre des **J**ournalistes
COSPE :	**C**oopération pour le **D**éveloppement des **P**ays **É**mergeants
DPEE :	**D**irection de la **P**révision et des **É**tudes **É**conomiques
EDS :	**E**nquête de **D**éveloppement au **S**énégal
FNSI :	**F**édération **N**ationale de la **P**resse **I**talienne
HCR :	**H**aut-**C**ommissariat des **N**ations **U**nies pour les **R**éfugiés
MAFE :	**M**igration **A**frique **E**urope
MFDC :	**M**ouvement des **F**orces **D**émocratiques de la **C**asamance
OIM :	**O**rganisation **I**nternationale de la **M**igration
ONG :	**O**rganisation **N**on **G**ouvernementale
OSC :	**O**rganisations des **S**ociétés **C**iviles
PAIGC :	**P**arti **A**fricain pour l'**I**ndépendance de la **G**uinée Bissau et **C**ap-Vert
PIB :	**P**roduit **I**ntérieur **B**rut
PNUD :	**P**rogramme des **N**ations **U**nies pour le **D**éveloppement
TIC :	**T**echnologie de l'**I**nformation et de la **C**ommunication
UE :	**U**nion **E**uropéenne
URSS :	**U**nion des **R**épubliques **S**ocialistes **S**oviétiques

Table des illustrations

Figure 1: Zone d'enquête 11
Figure 2: Village de Djindiki au bord du fleuve Casamance 23
Figure 3: Maison neuve construite par un émigré 24
Figure 4: École française, construite en 1996 24
Figure 5: Maison familiale du premier émigré du village 25
Figure 6: Un aperçu du quartier Néma 2 27
Figure 7: Toilettes au cœur du quartier 28
Figure 8: Campement touristique à Abéné construit par un émigré 32

Introduction

Ce présent rapport commandité par les **ONG COSPE et Carta Di Roma** se propose de procéder à l'évaluation des discours produits sur la migration au Sénégal. L'étude a été faite en Casamance, respectivement dans les trois régions que sont Ziguinchor, Kolda et Sédhiou. Concrètement, il s'agira de mesurer l'efficacité sociale et le contenu des « dires » produits autour de la migration aussi bien par les migrants, par la communauté, mais aussi par les médias. En effet, très actifs dans la voie de la migration clandestine et illégale, de jeunes migrants depuis les zones de transit du Mali, du Niger, du Burkina Faso, du Maroc et de la Libye, ne cessent de relater les difficultés et les pires conditions du voyage dont ils sont souvent victimes. Les dangers de la route maritime et terrestre, les naufrages, les kidnappings, les enlèvements et tortures de migrants, et tant d'autres souffrances, etc., sont entre autres des situations réelles mises en avant par les migrants déjà engagés sur la voie de la migration illégale. La véracité et la dureté des propos de ces migrants pouvaient laisser présager la fin de l'aventure migratoire. Au contraire, on observe que loin de s'estomper, le phénomène semble plutôt se densifier. Le départ apparaît ainsi comme le premier facteur essentiel du succès migratoire. En filigrane, on se pose la question des impacts supposés positifs ou négatifs de ces discours et des images produits par les migrants et les médias sur les communautés de départ avec comme objectifs d'analyser le discours social et le discours médiatique de la migration au Sénégal. « *Comprendre l'influence des discours sur la migration à partir de l'analyse de leurs contenus et mesurer leurs impacts supposés positifs ou négatifs sur la construction des représentations collectives et de l'imaginaire de la migration* » est ainsi l'objectif de cette étude. Au-delà de la compréhension et de l'analyse du discours, cette étude propose la mise en œuvre d'un plan d'action prioritaire pour une meilleure campagne d'information et de communication.

L'étude sera élaborée à partir d'une double analyses que sont celle de la représentation de la migration dans les médias sénégalais et celle sur le discours social produit autour du phénomène de la migration. Dans le premier cas, l'étude s'appuiera sur une sélection de médias composée de télévisions, de radios nationales et communautaires, et de journaux en ligne ainsi qu'un média de la diaspora. Pour une durée de six (6) mois, il sera effectué un travail d'analyse quantitative et qualitative ainsi que de suivi des contenus sur les migrations pour en souligner les éléments saillants qui les caractérisent (langage, source, etc…). Alors que dans le second cas, l'analyse sur le discours social sera basée sur une enquête qualitative de proximité axée autour des jeunes, des familles et des représentants des communautés cibles. Il s'agira ici de recueillir leurs avis et préoccupations éventuelles par rapport à la migration : contours familiaux et communautaires de la migration, les influences positives et négatives des acteurs dans leurs diversités, etc. Il sera également fait un focus groupe en lien avec les thématiques soulevées supra.

Comme indiqué supra, les commanditaires de l'étude sont **Carta di Roma** et **COSPE**. L'association Carte di Roma a été fondée en décembre 2011 pour mettre en œuvre le protocole déontologique pour une information correcte sur les questions d'immigration. Ce protocole a été signé par le **C**onseil **N**ational de l'**O**rdre des **J**ournalistes (**CNOG**) et la **F**édération **N**ationale de la **P**resse **I**talienne (**FNSI**) en juin 2008. L'association s'efforce de devenir un point de référence stable pour tous ceux qui travaillent quotidiennement sur les questions de la Charte, en premier lieu les journalistes et les travailleurs de l'information, mais aussi les organismes et institutions professionnels, les associations et les militants qui s'engagent depuis longtemps en faveur des droits des demandeurs d'asile, des réfugiés, des minorités et des migrants dans le monde de l'information. Conformément à la Charte de

Rome, l'Association déroule des activités multiples comme la formation aux opérateurs de médias ; activités de recherche et de veille informationnelle ; organisation d'ateliers de réflexion et de séminaires d'étude sur la représentation de catégories vulnérables comme les demandeurs d'asile, les réfugiés, les victimes de la traite et les migrants ; Émulation comme la création de prix spéciaux visant à encourager une information correcte et responsable sur les thèmes centraux de la Charte de Rome ; la promotion d'initiatives de communication et d'événements publics visant à encourager une information responsable et correcte sur les questions liées à l'immigration, à l'asile et aux minorités ; le développement de la coopération entre les professionnels des médias, les institutions académiques, les organisations de la société civile et les éditeurs afin de promouvoir le respect et la garantie des droits des demandeurs d'asile, des réfugiés, des minorités et des migrants.

Fondée en 1983, soit depuis presque trois décennies, **COSPE** est une association privée laïque et à but non lucratif qui intervient dans vingt-cinq (25) pays à travers le monde autour de projets axés auprès de milliers de femmes et d'hommes pour un changement qui assure un développement équitable et durable, le respect des droits humains, la paix et la justice entre les peuples. Le crédo de COSPE est de travailler pour la construction d'un monde dans lequel la diversité est considérée comme une valeur, un monde aux multiples voix, où dans la rencontre nous nous enrichissons et où la justice sociale passe avant tout par l'accès de tous à l'égalité des droits et des chances. Le défi de COSPE est comment générer un changement positif durable et mesurable.

I. Contexte et Justification

I.1. Contexte

Le phénomène migratoire s'est accentué ces deux dernières décennies au Sénégal et a subi des transformations considérables qui ont profondément laissées des empreintes à tous les niveaux sociales et politiques. Ces migrations relèvent principalement de deux facteurs que sont la combinaison du dynamisme de la population et la pauvreté aiguë, entraînant ainsi des mouvements de population sous forme d'exode rural ou de départ vers l'étranger. L'élément majeur qui caractéristise aujourd'hui cette migration sénégalaise, demeure être son caractère débridé et désordonné, conduisant ainsi les migrants par voie terrestre ou maritime vers la destination européenne, au rythme de centaines de vie englouties par la mer ou de corps ensevelis dans le désert du Sahara. Cette intensification de la destination Europe est une résultante des crises économiques et politiques recensées dans les pays africains au moment même où les politiques migratoires européennes mises en place sont de plus en plus restrictives. On retiendra ainsi que la combinaison des tensions sociopolitiques et économiques dans les destinations africaines et les difficultés d'accès en Europe ont engendré des prises de risque inconsidérées de migrants qui cherchent à regagner la « forteresse Europe » par tous les moyens possibles.

Une abondante littérature des travaux consacrés au phénomène de la migration sénégalaise existe. Les caractéristiques de cette migration varient selon les contextes territoriaux, politiques, économiques et socioculturels. Depuis le début des années 80, dans un contexte de crise et de mutation des aires traditionnelles d'émigration et d'immigration, les trajectoires migratoires évoluent et les stratégies et les profils des migrants se diversifient de plus en plus. Bien qu'un nombre croissant de jeunes cherchent à quitter le continent, les flux migratoires en Afrique de l'Ouest restent nettement plus importants à l'intérieur même du continent.

Situé à l'extrême ouest du continent africain, le Sénégal est un pays sahélien qui partage ses frontières avec la Mauritanie au nord, le Mali à l'est, la Guinée Conakry et la Guinée-Bissau au sud. La Gambie forme une quasi-enclave pénétrant à plus de 300 km à l'intérieur du pays. À 560 km de la côte sénégalaise, aux larges de la capitale Dakar, se trouvent les îles du Cap-Vert.
La superficie totale du pays est de 196 722 km2 avec un climat tropical caractérisé par deux saisons : la saison sèche et la saison des pluies. La position géographique fait du pays un grand carrefour de mobilité, de brassage et d'intégration de peuples d'horizons divers.

La singularité migratoire du Sénégal réside dans le fait que ce pays est à la fois pays d'émigration, pays d'immigration et pays de transit. Aussi, tout en accueillant des réfugiés politiques, le Sénégal envoi également des réfugiés de la Casamance vers d'autres pays, notamment en Gambie et en Guinée-Bissau. Le Sénégal accueille ainsi beaucoup de migrants de la sous-région, en même temps les sénégalais ont une forte propension à la migration internationale. Cette situation singulière fait que le Sénégal développe un lien particulier avec la migration comme le révèlent beaucoup d'études faites sur la problématique de la migration au Sénégal.

L'ampleur des flux, leur signification, leur intensité ainsi que leurs directions ont sûrement favorisé le brassage des peuples du pays dans le cadre d'espaces socio-économiques et politiques où les groupes se sont constitués et/ou recomposés en ensembles plus ou moins homogènes. La situation migratoire du Sénégal indique ainsi un élargissement des zones de départ qui traduit une diffusion du comportement migratoire à l'intérieur du pays. Des régions qui jadis n'étaient pas affectées par le phénomène migratoire sont progressivement devenues des zones à potentiel migratoire très élevé. C'est le cas des régions du sud du Sénégal (Ziguinchor, Sédhiou et Kolda), le département de Kanel et le département de Bignona.

La vallée du fleuve Sénégal constitue le premier pôle d'émigration internationale. Mais, à partir des années 1980/90, on assiste à une généralisation du phénomène migratoire qui atteint les autres régions du pays. Dakar, capitale sénégalaise est particulièrement marquée par cette nouvelle dynamique migratoire. Par ailleurs, longtemps considérées comme le poumon de l'économie arachidière du Sénégal, les régions de l'intérieur ont connu une forte décadence liée à la crise agricole. Ce passage d'une stabilité et d'une prospérité économique à la situation actuelle de crise récurrente a bouleversé le régime migratoire des populations notamment dans les régions du bassin arachidier. Ainsi, elles vont essaimer dans des zones urbaines mais aussi à l'intérieur du Sénégal à la recherche de nouvelles terres.

Ces dynamiques d'émigration, d'immigration, et de transit constituent un enjeu majeur tant sur la nature et la complexité du phénomène migratoire ainsi que sur ses effets sur le développement économique et social du pays, et enfin, sur les migrants eux-mêmes, les communautés d'origine, de transit et d'accueil.

Le « boom migratoire » appelé par ailleurs « crise migratoire » a amené en 2015 l'Union Européenne (UE) et ses États membres (France, Italie, Espagne, etc.) à créer un fond d'urgence[1] afin de promouvoir la stabilité et les opportunités économiques et de renforcer la

[1] Fonds d'affectation spéciale d'urgence de l'UE pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes des migrations clandestines et des personnes déplacées en Afrique". Prioritairement, les populations vulnérables (femmes, jeunes, etc…), les migrants de retour et les potentiels migrants sont favorisées à travers un faisceau de financement orientés vers la création d'opportunités de développement et d'emploi, de soutien de la résilience (en termes de sécurité alimentaire et de l'économie en général), du renforcement du contrôle des frontières (pour

résilience. Ces fonds servant à financer des initiatives de lutte contre les « *causes profondes des migrations irrégulières* » et sont orientés vers la création d'emplois et les possibilités de développement économique ainsi que la création de petites entreprises.
Depuis les « années 2000 », le phénomène de la migration clandestine a pris de l'ampleur avec des conséquences douloureuses de décès et de disparition par voie maritime ou terrestre. À l'échelle internationale, une forte médiatisation du phénomène s'est mise en place. Pourtant, la propension à quitter son lieu d'origine pour se rendre vers d'autres contrées est inhérente à l'homme et ce quels qu'en soient les motifs ou les motivations. Les mouvements de population sont donc inhérents à toute société et ont de tout temps existé. Partout dans le monde, des populations en masse ou en nombre restreint ont essaimé vers d'autres horizons à cause des conjonctures économiques, de la pauvreté, des conflits politiques, des aléas climatiques, des persécutions, témoignant ainsi de l'ancienneté du phénomène migratoire.

Toutefois, en l'absence d'occasions suffisantes de migration régulière, les migrants se voient parfois contraints de recourir aux voies de la migration irrégulière, y compris, en faisant appel aux services de passeurs ou en tombant sous la griffe de trafiquants. Ce qui est le cas pour une grande partie de migrants. Il arrive également que ceux qui demandent l'asile se voient refuser l'accès au territoire et aux procédures.

I.2. JUSTIFICATION

La migration irrégulière depuis le Sénégal présente majoritairement un profil de jeunes situés dans la tranche de 18 à 36 ans. De temps en temps, des femmes aussi tentent la migration clandestine par voie maritime ou terrestre (IOM, 2019) ainsi que des jeunes âgés de 15 ans. Le profil des migrants se caractérise aussi par la jeunesse des candidats bénéficiant d'un niveau d'éducation moyen.

Les raisons économiques figurent parmi les principales raisons de migrer et surtout l'absence d'opportunités économiques, les difficultés de trouver un emploi, le chômage, mais aussi l'absence des perspectives professionnelles sont autant de facteurs déterminants des migrations identifiées dans la littérature existante (D. Gueye 2019, Ngom 2017, Ba/Ndiaye 2008). Cependant, on ne peut occulter les raisons d'ordre culturel, social et politique qui ont un poids non négligeable dans les décisions migratoires.

Économiquement, il y a la centralité de ce que Degli Uberti, (2014) appelle la « *construction sociale* » autour de la migration au Sénégal. Il s'agit ici des facteurs sociaux et psychosociaux qui interviennent dans le processus décisionnel. Ainsi, des pressions familiales et sociales sont en œuvre et explicitent les raisons de départ. D'après les résultats de l'enquête autour de l'industrie de la migration depuis la région de Kolda (D. Gueye, 2019) les migrants interrogés ont justifié leur décision de partir par le fait que des membres de la famille se sont mobilisées pour soutenir leurs ambitions migratoires.

Les récits de réussite de migrants et surtout la transformation physique de l'environnement villageois de départ par les migrants et la perception sociale des migrants installés dans les pays de destination accentuent la pression sur les jeunes. L'image du jeune migrant qui a réussi et soutient la famille et sa communauté d'origine est répandue. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier les médias et l'internet influencent et nourrissent particulièrement cet "*imaginaire migratoire*". Les images véhiculées de l'Europe occidentale permettent de convaincre facilement les migrants qu'ils

---

lutter contre les réseaux criminels internationaux et les activités terroristes), de l'amélioration de la gestion du phénomène migratoire sous tous ses aspects.

pourront trouver un emploi et gagner de l'argent rapidement (Ngom 2017). Cette perception positive se trouve davantage renforcée par les migrants vacanciers, disposant des symboles de statuts dont les jeunes « non-migrants » ne peuvent pas accéder (Ba et ali., 2008).

Même si les difficultés du voyage sont aujourd'hui largement connues et amplement documentés par la littérature et la presse, la perception très positive du lieu de destination constitue un facteur motivant la prise de risques. L'OIM (2018) suite à une enquête sur la migration piroguière vers l'Europe montre que les potentiels migrants soutiennent que « *le jeu en vaut la chandelle* » si atteindre la destination permet d'améliorer la situation individuelle et ménagère. Dans la perception des répondants, l'Espagne et l'Italie sont les lieux privilégiés de destination et sont imaginés comme des pays où on trouve plus de possibilités de trouver du travail (78%), offrant plus d'opportunités que le Sénégal (14%), et la promesse d'une vie meilleure (5%).

La précarité dans laquelle vit la jeunesse est un frein qui les empêche de remplir leur rôle social en tant qu'hommes à la fois au sein des ménages et des communautés. Ceci est analysé par Timera (2001) comme un sentiment « *d'insignifiance sociale* ». Et, pour remédier à cette situation et de pouvoir accéder à d'autres espaces de développement professionnel et personnel, la migration est perçue comme un moyen de passage à l'âge adulte. Le voyage par la voie maritime ou terrestre prend alors pleinement le rôle de rite de passage et devient un véritable facteur d'ascension sociale, permettant aux jeunes de prouver leur détermination et leur courage. Migrer correspond donc bien à un processus d'affirmation de soi et remplit à la fois une fonction d'émancipation et d'individualisation selon Timera (2001).

Il est difficile de dire avec précisions les coûts liés au voyage migratoire d'autant plus que ces coûts peuvent varier en fonction des opportunités, des trajets, mais aussi des itinéraires établis au départ de la migration. Pour les mêmes trajets, les coûts peuvent varier fortement et cette variation est une conséquence de la non maîtrise de la situation. En effet, la détermination du migrant pour arriver au bout de son voyage se heurte souvent aux comportements de ses interlocuteurs (passeurs, coxeurs, intermédiaires, etc…) le long du trajet. Le même constat pourrait être fait lorsque l'on s'intéresse aux dépenses pré migratoires et les dépenses liées à la migration elle-même (somme en poche au moment du départ). Ces dépenses peuvent aller du simple au double et l'étude de Gueye (2019) révèle au moins des coûts allant de six cent mille (600.000) francs à plus d'un million (1.000.000) francs Cfa.

Globalement, la migration clandestine à partir du Sénégal nécessite une mobilisation financière conséquente, certainement à cause des incertitudes liées aux difficultés de la route. Aussi, la somme possédée lors du départ est loin de couvrir les dépenses liées à la migration et le migrant est obligé à un moment ou l'autre de recourir à la famille qui généralement lui envoi de l'argent par les agences monétiques. Dans certains cas, le migrant cherche un travail dans différentes étapes du voyage pour pouvoir continuer sa route migratoire.

Malgré les sommes considérables qui sont engagées, le voyage du migrant n'est pas de tout repos. Il traverse des lieux spécifiques avec des caractéristiques qui leurs sont propres. Il séjourne également dans des endroits particuliers. Dans chacun de ces lieux et de ses espaces, le migrant y séjourne et y noue des liens multiples avec des acteurs sensés lui faciliter le voyage, mais aussi avec des compagnons d'infortune. C'est le cas des intermédiaires, des passeurs, et de tant d'autres acteurs de la migration illégale et clandestine. En réalité, entre eux et les migrants, les liens sont supposés être des liens englobés dans des logiques

marchandes. Les premiers ont besoin de l'argent du migrant pour survivre alors que le dernier a besoin d'une assistance, d'une aide et d'un soutien lui permettant de continuer son voyage.

Le téléphone portable et les applications offertes comme Whatsapp, Facebook, Imo, sont largement utilisés par les migrants. Le téléphone portable accompagne le migrant depuis le départ jusqu'à l'arrivée. Il sert à relier le migrant aux siens dans l'espace de départ et permet d'établir le contact avec différents « industriels de la migration » comme les coxeurs, les intermédiaires, les passeurs, etc… mais aussi par le biais de ses applications permet de transmettre des nouvelles comme la photo de l'arrivée à destination à poster sur Facebook. De la même manière, des moments douloureux de la migration sont aussi saisis comme les conditions de vie dans des zones de transit ou encore des images fortes de tortures de migrants en captivité. Quels sont alors leurs impacts supposés positifs ou négatifs de ces contenus (discours de migrants auprès des populations, émissions radiophoniques, photos, films, etc. ?
On se pose donc les questions sur la place des discours, des photos, des émissions radiophoniques dans la représentation du phénomène migratoire ? Quels sont leurs poids effectifs dans la décision finale ?

II. Méthodologie

L'enquête **COSPE/CARTA DI ROMA** a été effectuée dans un contexte difficile lié à la situation de la pandémie de la Covid 19 qui a eu comme conséquence une certaine restriction des déplacements. Ensuite, ces dix dernières années, la migration notamment celle identifiée de clandestine et d'illégale s'est accompagnée d'une forme de trafic des humains amenant ainsi les autorités sénégalaises à criminaliser l'activité. Ainsi, beaucoup de Sénégalais y compris des migrants ont été poursuivis et parfois emprisonnés sur la base de ce dispositif juridique. Les peines pouvant s'élever d'une amende allant d'un million (1.000.000) à cinq millions (5.000.000) de francs doublé des peines d'emprisonnement de cinq (5) à dix (10) ans ont amené beaucoup de répondants de l'enquête à adopter des attitudes de méfiance.
A ce contexte difficile, il convient de rajouter des contraintes de terrain car l'enquête s'est déroulée en période d'hivernage et les pluies ont beaucoup ralenti le travail notamment dans les zones rurales, rendant l'accessibilité très difficile dans certaines communes rurales et certains villages. Il convient aussi de souligner que les travaux champêtres ont mobilisé les enquêtés dans les rizières et les champs, situation qui rendait difficile l'accès à la cible. Cette mobilisation autour des activités agricoles et champêtres ne nous a pas permis de regrouper les participants et de procéder à un focus groupe. Enfin, le rejet par certains ménages de l'enquête à cause de la surexploitation médiatique du phénomène de la migration et la rétention d'informations sur certaines questions par des répondants n'ont pas facilité le travail de recueil de données.

Cependant, des facteurs favorables ont été relevés :

- L'accueil chaleureux,
- La rencontre des migrants de retour,
- La rencontre des migrants rapatriés.

II.1. MÉTHODE ETHNOSOCIOLOGIQUE

Il a été adopté une méthodologie qualitative axée autour d'une enquête **ethnosociologique** qui consiste à mener des observations, des entretiens, des discussions informelles et formelles sur notre objet d'étude. L'enquête ethnosociologique dans sa définition la plus simple est une combinaison d'une posture ethnographique (observations, discussions formelles et informelles sur un phénomène social) et des interrogations sociologiques des faits observés. La méthode ethnosociologique est aussi une forme d'invitation à adopter une perspective qui serait *"ethno-*

historico-sociologique", soit à s'intéresser à l'histoire sociale du groupe et des villages observés. L'analyse de ces histoires sociales nous a offert des éléments de compréhension de certains faits et leur a donné également des cadres d'analyses et d'explications.
Les histoires singulières et les interactions réciproques les plus élémentaires et leurs contenus entre les individus ont été saisies et analysées. D'autant plus que dans cette étude spécifique sur la migration, les individus ont des positions différentes, plus ou moins complexes selon les situations et les actions en cours. Position, qui elle-même diffère selon les capacités de l'acteur à porter ou non un projet collectif du groupe et selon son rang dans la hiérarchie traditionnelle.

Enfin, cette posture ethnosociologique nous a donné d'ailleurs la possibilité de dresser des études **monographiques** de villages fortement impactés par la migration dans la région de Sédhiou et de Ziguinchor. Parallèlement, des quartiers de Ziguinchor qui entretiennent de forts liens avec la mobilité ont été cartographiés.

Le monde de l'immigré, si simple qu'il se présente à priori n'en est pas moins pourvu d'une forte complexité. Histoires individuelles, histoires familiales, histoires des villages, histoires des communautés s'entrelacent. Ce qui fait que dans chaque cas d'interaction spécifique d'acteurs, il est nécessaire de restituer la position effective de l'individu ; d'abord dans le groupe et ensuite dans le contexte qui porte l'interaction. Ces variations sont également à l'œuvre dans les rapports intergénérationnels. Même les espaces, bien que singulièrement distincts, renferment chacun ses réalités internes propres et ne cessent de se confronter ; il y a ainsi un phénomène de "tectonique sociale" dans la migration.

II.2. Leçons apprises d'une méthodologie

La posture méthodologique adoptée a été instructive pour cette recherche en ce sens qu'elle nous révélées certains faits saillants. En effet, abordée juridiquement dans le registre de la criminalisation avec des peines très lourdes pour les passeurs, les intermédiaires ainsi que les convoyeurs, la question ci : « **comment enquêter la clandestinité dans la migration ?** » s'est imposée lors de la recherche. En conséquence, il était nécessaire de développer une approche pour gagner l'accord des populations à enquêter.

Trois moments forts résument cette approche. Tout d'abord, l'entrée dans le terrain. Ce premier moment a été un moment de discussions informelles et intenses avec les catégories pré-identifiées mais aussi avec toutes autres « compétences » désireuses de nous parler. Ce moment était le moment des refus et des renégociations. Il s'agissait concrètement de faire comprendre à la cible que la demande était un travail strictement lié à la production des connaissances (pédagogiques et universitaires). Il convient de noter ici que le fait d'être accompagné par des jeunes étudiants des localités comme enquêteurs a facilité ce travail de mise en confiance. Ce moment nous prenait au moins une dizaine de jours par sites identifiés.

Le deuxième moment fort de ce travail a été la « porte d'entrée ». Individus, familles, ou ménages ? Volontairement, l'option d'une entrée par la famille a été privilégiée. En effet, partant du principe que les familles ne sont pas des actrices passives des départs en émigration, donc, se faire accepter par elles nous donnait la possibilité d'accéder à d'autres acteurs de la migration comme les intermédiaires et les passeurs. Pour autant, on devait rester à distance des critiques et des points de vue des uns et des autres. Être nous -mêmes, c'est-à-dire indifférent ne chercher en aucun moment à afficher nos opinions.

Comment sortir du terrain ? Cette interrogation a été le troisième moment fort du travail de terrain. A chaque fois, lorsque les investigations dans un village ne nous rapportaient plus rien de nouveau, il fallait penser à une stratégie de sortie. Ces moments de sortie du terrain ont été ressentis comme des moments d'exploitation et d'abus fait à l'encontre des populations enquêtées. En réalité, qu'est-ce qu'on a donné en retour ? Alors, on se proposait de mener des actions de plaidoiries, non pas sur la nécessité de la migration, mais plutôt sur les actions à mener contre les conditions concrètes qui ont conduit aux départs et aux prises de risque.

Enquêter sur des sujets de ce type, que j'appelle volontiers « la clandestinité » c'est en quelque sorte accepter de se situer dans une situation équivoque en ce sens où j'expliquais ma présence par la nécessité de produire des connaissances et en même temps je me suspectais moi-même d'être un relais de la pensée politique dominante, ce qui en réalité n'étais pas avéré.

II.3. POPULATION ENQUÊTÉE

Il convient d'emblée de noter que le phénomène de la migration sous sa forme actuelle est transversal à l'ensemble de la société. Cependant, l'enquête sur les représentations sociales liées à la migration a été appliquée auprès de catégories pré-identifiées qui entretiennent des liens avec le phénomène migratoire sous sa forme actuelle. Ainsi, il a été enquêté les catégories ci-dessous :

Les migrants potentiels. Par potentiel migrant, nous entendons désigner des individus inscrits dans une phase active de préparation d'un voyage pour partir en émigration. Les questions pour cette catégorie ont porté sur le projet migratoire et les investissements pratiques mis en œuvre pour faire aboutir l'émigration. Nous nous sommes aussi intéressés aux démarches administratives pré migratoires, les représentations et la place de la migration dans la famille et dans les communautés.

Les familles et ménages de migrants. Il s'agit des familles et ou des ménages dans lesquelles il y a au moins un ou plusieurs migrants. Le guide d'entretien à explorer l'importance quantitative (le nombre de migrants) et qualitative (transformations) de la migration dans la famille, le ménage et la communauté ainsi que les effets induits par la migration. Une observation minutieuse a été faite sur les types et la taille des familles et des ménages, les modes de production et de distribution des ressources, les conditions de vie, la situation urbaine ou rurale et l'existence d'association villageoise en lien avec des émigrés dans le village.

Les rapatriés et les retournés. Il s'agit ici des migrants qui ont été rapatriés par des organisations internationales comme l'OIM ou simplement qui sont des retournés volontaires. Cette catégorie a été interrogé sous forme de récit de vie avec la question ci : *Pouvez-vous nous raconter votre migration jusqu'à votre rapatriement/retour ?* On était cependant attentif aux conditions économiques préalables au voyage ainsi que les conditions financières lors du voyage et surtout à la situation dans les zones de transit. Nous étions aussi attentifs aux trajets notamment en différents moments et les différentes situations qu'elles ont engendrées.

Les ONG et autres structures administratives formelles : Il s'agit ici des organisations formelles et ou associatives en lien avec la migration. Comment s'opèrent la constitution de ces structures, leurs modes de financements, les relations entretenues entres elles et les familles et ou ménages de migrants, voire même avec les migrants et les non migrants.

La génération des 50 ans et plus : Il s'agit ici des individus qui n'ont pas vécu la migration dite clandestine ou illégale. En effet, l'histoire singulière de cette tranche d'âge est le fait qu'elle a bénéficié plus ou moins de forme de facilitation migratoire à son temps.

Selon les possibilités, un travail **d'observation** systématiquement sur l'environnement familial de l'enquêté a été fait. Nous avions aussi exploité des **enregistrements radiophoniques** diffusées par les radios communautaires et la Radio Télévision du Sénégal (RTS), station de Kolda. Ces émissions sont des indices de l'ampleur de la migration notamment celle dite irrégulière dans la région de Kolda. Enfin, des interviews, des discussions informelles, etc., d'acteurs inscrits dans un registre quelconque de l'industrie de la migration ont été faits.

Concernant les analyses des entretiens, tout abord, nous avons procédé à l'analyse globale de la situation socioéconomique de la Casamance et spécifiquement de la région de Kolda, terrain principal de nos investigations. Aussi, nous avions procédé à une analyse du contexte individuel dans lequel s'inscrivent les parcours individuels des acteurs en tenant compte de leur environnement (communautaire, familial, etc.).

Localité	Migrants de retour	Potentiels migrants	Familles de migrants	Familles sans migrants	Personnes âgées	Total
Ziguinchor	05	16	06	04	05	36
Sédhiou	04	04	04	04	00	16
Kolda	04	04	01	01	02	12
Total	13	24	11	09	07	64

Tableau 1: Distribution de la population enquêtée

III. Le Contexte de l'Étude

La région de Casamance est constituée autrefois par le régions administratives de Ziguinchor, Sédhiou et de Kolda. C'est seulement en 1987, suite aux politiques de décentralisation, que la Casamance sera divisée en trois entités distinctes. Ces trois régions se trouvent tous au sud du Sénégal et ont la caractéristique d'être séparées du reste du Sénégal par la République de la Gambie au nord et par la Guinée Conakry et la Guinée-Bissau au Sud.

La Casamance présente d'énormes potentialités économiques et pourtant il est constaté avec regret que la contribution de cette région dans l'économie durant ces quinze dernières années a été quasi nulle (croissance d'environ 0,1% du PIB) et est passée de 10% en 1997 à moins de 8% en 2011 (DPEE, 2013). Cette faible contribution est à mettre en relation avec la crise sécuritaire et la péjoration des conditions climatiques qui se sont conjugués pour profondément affecter les deux piliers de l'économie de la région à savoir le tourisme et l'agriculture.

Les régions qui nous intéressent dans cette étude font partie des régions les plus pauvres du Sénégal et l'ANSD (2021) révèle que la région de Sédhiou affiche un indice de pauvreté de 65,6% faisant d'elle la région la plus pauvre du Sénégal. Kolda (56,6%) et Ziguinchor (51,1%) demeurent elles aussi des régions pauvres.

La Casamance est traversée par un conflit de plus de trois décennies qui oppose l'État du Sénégal au Mouvement Démocratique des Forces de la Casamance (MFDC). Ce conflit, très accentué dans sa partie Ouest (Région de Ziguinchor) et Centre (région de Sédhiou) est le plus vieux conflit de la sous-région de l'Afrique de l'ouest avec pour conséquences les abandons

de villages, de déplacements de populations, de présence de mines dans les champs et les vergers, bref d'une insécurité relative.

Dans tous les cas, le conflit en Casamance est un frein aux potentialités d'une exploitation maximale de l'environnement naturel et limite la mobilité des individus. Ce conflit date de 1982 et les analyses dans leur immense majorité ont cherché à répondre à la question du comment en est-on arrivé à une guerre séparatiste en Casamance ? A cette question, l'enclavement de la Casamance ainsi que sa position géopolitique sont convoqués pour tenter de donner une justification à la crise casamançaise. En effet, à l'exception de sa partie Est, on ne peut quitter par voie terrestre la Casamance (régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou) sans franchir au moins une frontière internationale. Aujourd'hui encore, il est plus facile pour les populations de la Casamance de regagner Bissau ou Banjul, les capitales des États frontaliers que de rejoindre Dakar la capitale sénégalaise. Cette situation de fait est vécue en termes de distanciation avec Dakar la capitale administrative et des affaires et elle n'est pas totalement étrangère à la crise casamançaise.

Les analyses historiques, politiques et sociologiques du conflit casamançais remontent très souvent à la colonisation pour apporter un éclairage au conflit casamançais [(P. Meguelle (2013), M. L. Manga (2010), Diop M. Coumba (1990), Barbier-Weisser (1994), Marut (1994)] et montrent que la Casamance, notamment dans sa partie Ouest, a appartenu successivement à plusieurs espaces coloniaux. Aussi, contrairement à cette idée dominante qui voudrait que tout conflit en Afrique soit un conflit ethnique, M. L. Manga (2009) rapporte que le conflit casamançais est plutôt une négligence de l'État central tant en termes d'investissements infrastructurels que d'investissements économiques alors que Marut (1994) montre que ce conflit semble résulter de considérations économiques, sociales ou culturelles préexistantes que de l'absence d'espaces de débats pour les résoudre.

Les causes à la fois historiques, socioculturelles, et politico-économiques du conflit ont été abondamment évoquées dans différents travaux [(Darbon (1988), B. Diallo (2009), Marut (2010), Tendeng (1982), Faye (1994), Dramé (1998), Barbier-Wiesser (1994), Martin Evans (1994)]. L'on retient globalement de ces écrits que la naissance du conflit peut être datée de 1947, date de la création du MFDC et que le mouvement visait essentiellement l'affirmation d'une identité régionale, sans arrière-pensée sécessionniste. La crise économique des années 80 réactive le mouvement casamançais et est renforcé par un sentiment de marginalisation et de frustration qui trouve son paroxysme dans la migration des " Nordistes " et l'attribution des terres aux populations du nord au détriment des autochtones.

Les expropriations et les spéculations autour du foncier ont souvent été des éléments mis en avant par les combattants du MFDC eux-mêmes et Nelly Robin et alii (2006) de rappeler à ce sujet « *Toutefois, si la question foncière a été reconnue par tous comme l'une des bases du conflit casamançais, à l'inverse, elle semble esquivée, par l'ensemble des protagonistes, dans la perspective d'une paix négociée* ». Ces auteurs soulignent aussi le vide humanitaire et juridique dont les déplacés de l'intérieur, plus nombreux que les réfugiés sont victimes, car ne disposant pas d'aucune assistance ni de protection du HCR. *« Dans ce contexte, le programme de recherche développé en Casamance, au sud du Sénégal, introduit une réflexion sur l'incidence des déplacements forcés de population, notamment dans le domaine du foncier* ». En effet, les effets combinés de la présence des mines et les déplacements précipités de populations ont été des facteurs qui ont accru le désir de terres et voit-on apparaître des spéculations foncières de plus en plus accentuées.

Figure 1: Zone d'enquête

III.1. La place de la migration dans la zone Casamance, Guinée-Bissau, Gambie

La Casamance est enclavée entre trois pays que sont la Gambie, la Guinée-Bissau, et la Guinée-Conakry. Cet espace est par ailleurs un espace de forte instabilité comme le souligne l'histoire générale.

La situation sociopolitique de la région est marquée par une guerre indépendantiste en Casamance datant du 20 décembre 1982 (soit depuis plus de trois décennies), un régime autoritaire en République de Gambie depuis 1994 et des coups d'État répétitifs en République de Guinée-Bissau et dans une moindre mesure en République de la Guinée-Conakry dont la dernière est daté au 05 septembre 2021 . Pour autant, ce sombre tableau n'a pas arrêté les mobilités humaines dans l'espace allant de la République de Guinée-Bissau à la République de Gambie. En effet, celles-ci s'enracinent dans une longue tradition historique de mobilités africaines comme le rappelle D. Gueye (2014).

La République de Guinée-Bissau tient sa singularité au fait d'être l'unique pays de la sous-région qui a conquis son indépendance par les armes. C'est en outre le pays de la sous-région qui souffre le plus d'une instabilité institutionnelle. Indépendante depuis septembre 1974 après une longue colonisation portugaise datant de 1879, la République de Guinée-Bissau traverse aujourd'hui nombreuses crises militaro-politiques. L'implication de l'armée dans la gestion politique et les difficultés à reconnaître le verdict des urnes fait écrire à Kallas (2010) que « *les assassinats d'hommes politiques et militaires sont devenus, avec les putschs, une manière banale de résoudre les conflits politiques. Une guerre civile-militaire a ravagé le pays entre juin 1998 et mai 1999.*» Dans l'étude prospective « Djitu Ten» (1996), il est souligné que la bonne gouvernance est indispensable si la République de Guinée-Bissau souhaite s'engager dans la voie de la paix, de la stabilité et du progrès social. Sur le plan économique, la principale source de revenus est l'exportation des noix de cajou qui représente environ 60 % des revenus du pays avec une production avoisinant les 130 000 tonnes par an (soit environ 70 millions de dollars) selon Lynn et Jaeger (2004). En dépit de ses potentialités économiques et géographiques, la Guinée-Bissau est un pays pauvre. Cette situation n'est pas étrangère à l'émigration des Bissau-guinéens vers les destinations africaines et européennes. Par ailleurs, depuis 2003, les transferts des émigrés ont contribué à une nette augmentation de la croissance économique de la Guinée-Bissau. Cependant, l'économie nationale reste largement dominée par l'agriculture, qui en 2005 a contribué pour 61,8 % du produit intérieur brut (PIB) contre 11,2 % pour les industries et 27 % pour les services (PNUD, 2006).

La République de Gambie est un pays enclavé au milieu du territoire de la République de Sénégal, la République de Gambie s'étire sur 480 km de longueur et 50 km de largeur de part et d'autre du fleuve qui porte le même nom. La République de Gambie est l'un des plus petits États du continent africain avec une superficie de 11 295km2. De 1982 à 1989, la République de Gambie intègre une confédération aux côtés de la République de Sénégal. La croissance économique était de 6,3 % en 2010, environ 5,5 % en 2011 et autour de 5,6 % en 2012 et 2013 (Perspectives Économiques en Afrique, 2012). La République de Gambie s'adosse fortement sur une économie dite de « *contrebande* » en direction de ses voisins la République du Sénégal et la République de Guinée-Bissau, en y réexportant des produits alimentaires et manufacturés. Fauchette (2001) utilise les termes « *d'État entrepôt* » pour désigner cette activité économique de la République de Gambie vers son proche voisin. La balance des comptes courants demeure fortement déficitaire et les remises des travailleurs émigrés se sont stabilisées à 4,7 % du PIB en 2011 et 2012 après avoir connu de fortes baisses (-20 %) en 2008-2009. À moyen terme, une hausse est attendue avec la sortie de la crise internationale. Par ailleurs, on note une pénurie de main d'œuvre dans les institutions publiques et une érosion des salaires qui plombe l'attractivité des postes de fonctionnaires de rang intermédiaire et supérieur (Perspectives Économiques en Afrique, 2012).

La particularité de la Casamance dans la République du Sénégal demeure le conflit opposant l'État du Sénégal et une fraction armée qui réclame l'autonomie de la région, le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) dont la naissance remonte à la période coloniale (1947). En revanche, les objectifs politiques qui sous-tendent le conflit ont évolué depuis (Manga, 2012). Sur le plan social, le conflit casamançais porte les germes d'une précarisation jusque-là jamais recensée dans la région naturelle de la Casamance. En plus de cette situation démoralisante, consécutive à plus de trois décennies de conflit, il convient de noter les abandons de villages et les déplacements de populations qui inscrivent ainsi les acteurs dans des parcours de paupérisation. Bien qu'aujourd'hui la situation se soit relativement stabilisée au profit de la paix, les populations ne peuvent hélas pas exploiter pleinement les possibilités qu'offre l'environnement naturel ; et pour cause, beaucoup des villages, des champs, et des vergers sont minés ou susceptibles d'être minés. Le déminage des surfaces agricoles a certes permis de récupérer des terres, mais pour autant, la psychose des engins de la mort freine les ardeurs des populations dans le déroulement de leurs activités agricoles.

Dans le domaine des mobilités, on sait que celles-ci étaient essentiellement calquée sur les évolutions des implantations administratives, militaires et portuaires des colonies (Robin, 2007). Et de ce fait, l'implantation coloniale de la première moitié du 19ème siècle, dans la zone allant de la République de Gambie à la République de Guinée-Bissau, en passant par la Casamance s'est accompagnée d'un système d'exploitation des richesses qui n'est pas sans conséquence sur les mobilités.

Ces déplacements procédaient de calculs rationnels avec des décisions prises généralement au niveau des unités de production domestiques (Gueye, 2003). Aujourd'hui, de nouvelles modalités de circulation apparaissent et une multifonctionnalité des lieux s'impose, le même pays pouvant être successivement ou simultanément pôle d'immigration ou de transit. Dans tous les cas, les mobilités dans cette zone ont toujours été intenses. En s'intéressant à cette migration transfrontalière, on s'apercevra qu'une intense activité de déplacements des populations a accompagné l'histoire de ce pays et la zone d'habitation.

La présence européenne vers les années 1828 généra aussi les premières émigrations et on notera l'engagement de jeunes matelots, à bord des navires français qui allèrent fonder les premières communautés guinéennes, gambiennes et casamançaises en Métropole. L'identité de cet espace, forgée au cours de plusieurs siècles de migrations apparait comme le produit de multiples apports humains.

Les périodes coloniales et postcoloniales amèneront des transformations et une nouvelle configuration politico-territoriale comme le rattachement de la Casamance au Sénégal et la mise en place des États de la Gambie, de la Guinée-Bissau et de la Guinée-Conakry, mais surtout la coexistence dans cet espace historique de plusieurs systèmes d'administration, comme l'écrit D. Gueye (2021).

Ces espaces combinent une unité et une hétérogénéité socioculturelle et économique qui aujourd'hui encore déteignent sur les circulations migratoires et sont expliqués par plusieurs facteurs dont les interactions nées des liens historiques, sociaux ou culturels et des frontières coloniales poreuses entre la Gambie, la Casamance, la Guinée-Bissau, et la Guinée Conakry facilitent la circulation des personnes.

Les habitants de ces régions sont ainsi liés par un héritage commun largement antérieur à la création des États issus de la décolonisation. Les liens entre les territoires du nord de la Guinée-Bissau et de la Casamance sont donc très forts et la mobilité des personnes et des biens y est un facteur de résilience essentiel. Dans cet espace et social, on peut distinguer deux grandes périodes qui vont des années de la colonisation, période à laquelle les mobilités étaient fortement régentées par des déplacements sous contrôles des administrations coloniales. Ainsi, note-t-on des autorisations de circulations, appelées « *guias* » par l'administration coloniale portugaise qui permettaient de traverser les frontières de la Guinée-Bissau, la Casamance et la Gambie.

Il convient toutefois de noter que les administrateurs coloniaux, fidèles à l'esprit du système colonial vont à leur manière favoriser ces déplacements pour asseoir leurs intérêts. Mais, à partir de la fin des années 1990 et au début des années 2000, la migration « débridée » s'installera dans cet espace social avec un développement de toute une industrie de la migration irrégulière avec toujours les mêmes peuples. On parlera ainsi d'une solidarité « *territorialisée* ».

III.2. Focus sur les mobilites en Casamance

La région de la Casamance naturelle, combinée avec la région de Tambacounda fournissent à elles seules presque 20% de l'émigration sénégalaise selon les données de l'OIM (2018) avec respectivement pour Tambacounda (7%), Kolda (5%), de Ziguinchor (3%), de Sédhiou (2,5). Cette situation indique un élargissement des zones de départ qui traduit une diffusion du comportement migratoire à l'intérieur du pays. Des régions qui jadis n'étaient pas affectées par le phénomène, sont progressivement devenues des zones à potentiel migratoire élevé et c'est le cas de la Casamance naturelle.

La région de Kolda est la région qui a moins souffert de la crise politique en Casamance même si elle a abrité beaucoup de déplacés du conflit. Cette région est à cheval sur trois frontières, lui conférant ainsi un potentiel géostratégique énorme dans les domaines économiques, sociales et culturelles. La position carrefour de la région de Kolda en fait un creuset d'échanges commerciaux sous régionaux avec notamment le marché hebdomadaire international de Diaobé, les marchés de Mandat Douane, de Médina Gounass, de Saré Yoba,

de Pata, de Médina Yoro Foulah, et de Fafacourou.Dénommée le pays fuladou, la région de Kolda est composée de trois départements que sont Kolda, Médina Yoro Foula (MYF) et Vélingara.

La région de occupe une superficie de 7 339 km2 soit 3,73% du territoire national et est limitée au Nord par la République de Gambie, au Sud par la République de Guinée Bissau, à l'Est par les régions de Kolda et Sédhiou et à l'Ouest par l'Océan Atlantique. Le département de Vélingara est le plus vaste avec 40% de la superficie régionale, suivi de Médina Yoro Foula avec 34% et de Kolda 26%. De par la richesse de ses ressources forestières, sa production agricole, l'élevage et le tourisme, la région de Ziguinchor, dispose de fortes potentialités économiques favorables à son émergence. Toutefois, l'enclavement de la région est un handicap pour amorcer un développement économique harmonieux.

La région de Sédhiou partage des frontières communes avec deux pays limitrophes, à savoir la République de Gambie au Nord, la République de Guinée Bissau au Sud. A l'Est, elle est limitée par la Région de Kolda et à l'Ouest par la Région de Ziguinchor. En termes de ressources naturelles, la région de Sédhiou dispose de plusieurs milliers d'hectares de terres cultivables sans contraintes majeures. A cela s'ajoute une pluviométrie relativement bonne (en moyenne 1000mm/an) et un climat favorable aux activités agro-sylvo-pastorales.

La majorité des habitants ont moins de 20 ans et dans certaines communautés rurales cette tranche de la population peut représenter plus de 60% des effectifs. La structure de la population par sexe révèle un léger déséquilibre en faveur des femmes. Les populations de ces terroirs sont majoritairement agriculteurs et pasteurs. Aussi, selon l'enquête EDS Continue (2017) environ quatre ménages sur dix (37 %) ont déclaré percevoir la bourse de sécurité familiale, faisant de cette zone, celle qui détient le pourcentage le plus élevé de ménages qui bénéficie de cette mesure économique du programme phare du Gouvernement. Ce qui est un fort indicateur du niveau de pauvreté des ménages et un indicateur des mobilités qui se développent en Casamance. D'ailleurs, tous les acteurs et observateurs du phénomène sont unanimes pour soutenir que le nombre de départ et de plus en plus important dans la zone comme l'atteste déjà en 2009 l'enquête MAFE (2009) qui montre que cette région est simultanément une zone de départ, de transit, mais aussi d'accueil de migrants. Sa position de région frontalière à la Gambie, à la Guinée-Bissau et à la Guinée Conakry n'est pas étrangère à cette situation. Le dernier recensement de la population et de l'habitat fait état de 7,6% des départs à partir de la région de Kolda.

La migration irrégulière est devenue la norme en Casamance en raison des difficultés d'obtention de visas pour l'Europe. Le chômage, la pauvreté, les conditions de vie difficiles des ménages, les difficultés d'obtention de visa, l'influence des immigrés revenus au pays et l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent des déterminants forts de l'émigration dans notre zone d'étude. Pour autant, il y a des facteurs subjectifs que sont le désir de nombreux jeunes de se réaliser socialement, car beaucoup d'hommes que nous avons interrogés ont dit qu'ils envisageaient d'émigrer pour améliorer la situation de leur famille. Au Sénégal, une coutume fortement ancrée voudrait que les fils soient socialisés pour entreprendre des sacrifices suprêmes pour le bien-être de leurs parents. De ce fait, ils cherchent à élever leur famille à un rang honorable. Mais, les conditions concrètes de l'environnement écologique et économique constituent une barrière à ces désirs. Ainsi, l'émigration est apportée comme une réponse pratique car elle est perçue dans les imaginaires populaires comme étant un phénomène « certain » qui permet de gagner de l'argent et ainsi transformer sa vie et celle de sa famille. Sont alors élaborées des stratégies

migratoires qui sous-tendent les départs comme le montrent les travaux de D. Gueye, (1999) qui mettent en relief que face à des conditions sévères de pauvreté, plusieurs acteurs (familles, communautés, amis, etc…) se mobilisaient pour soutenir et rendre possible les ambitions migratoires des uns et des autres sous forme de prêt ou de don selon le degré des liens familiaux. A Ngom (2017), à partir d'une étude faite dans la région de Kolda sur le phénomène de la migration clandestine s'est intéressé à l'économie familiale et montre comment d'énormes efforts sont engagés par des familles rurales pour engager leurs enfants dans les chemins de la migration.

Globalement, on retiendra qu'au regard des conditions économiques de la zone des privations volontaires de biens sont nécessaires ainsi qu'une mise en commun des ressources de la famille pour aider le potentiel migrant à partir. Une fois que les conditions financières sont réunies pour la migration, interviennent d'autres acteurs qui essaient de la faciliter en contournant les lois établies. Ces acteurs sont répartis depuis l'espace de départ, les espaces de transit et les espaces d'accueil ou de destination finale.

Il convient toutefois de souligner que tous ceux qui partent ne sont pas forcément des originaires de la zone, car parmi eux, on dénombre des migrants de transit en provenance de la Guinée Conakry, de la Guinée Bissau et des ressortissants de la Gambie, attirés par la situation géopolitique de la Casamance. Généralement, ces personnes en transit s'installent pour une durée plus ou moins longue dans l'optique de mieux préparer leurs périples migratoires. Ce qui explique le fait qu'il se présente comme des originaire du Sénégal une fois sur le chemin de la migration.

L'émigration internationale reste très forte dans la zone et les destinations prisées restent l'Espagne, la France, la Gambie, le Maroc, la Sierra Léone. Le nombre de ressortissants de Kolda dans les différentes zones de transit du Mali, de l'Algérie, de la Lybie et en Tunisie est très élevé au point que l'OIM a installé à Kolda une antenne de gestion des migrants de rapatriés et ou de retour. A ce sujet, de mai 2017 à nos jours, plus de 1300 migrants en provenance de la Lybie, du Maroc et du Niger ont été pris en charge et viennent tous de la région de la région de Kolda.

Cette importance de la migration dans la région a aussi amené progressivement beaucoup d'ONG à basculer dans des problématiques sociales liées à la migration, ce qui n'était pas le cas à l'origine. Parallèlement beaucoup d'acteurs ont aussi développé des activités autour de la migration. Faisant d'eux des maillons de l'industrie de la migration.

IV. État des Lieux de la question

L'essentiel est de partir par tous les moyens et à tout prix. Ce phénomène est aujourd'hui connu au Sénégal sous le vocable de « *Barça* ou *Barsaax* » (Barcelone ou la mort) avec une instabilité notée le long des routes transsahariennes de la migration comme c'est le cas en Lybie, au Niger (Agadez), le nord Mali, etc.

Face à ces drames notés, les **O**rganisations des **S**ociétés **C**iviles (**OSC**) ainsi que le Gouvernement à travers leurs programmes n'ont cessé de sensibiliser sur le caractère funeste du phénomène migratoire. Des campagnes soutenues sont menées par des ONG et les mouvements associatifs avec l'objectif de promouvoir une migration légale, sûre et sans dangers manifestes. Dans le même sillage, par des procédés divers de communication comme Whatsapp, Facebook, envoi de photo, production de discours, etc., certains jeunes migrants ne cessent de relater les difficultés et les pires conditions du voyage dont ils sont souvent

victimes. La véracité de leurs propos pouvait laisser présager la fin de « l'errance » et de l'aventure migratoire. Au contraire, on observe que toute cette production est sapée par d'autres migrants, qui depuis les pays d'arrivés exhibent des signes de réussite et des symboles qui ne traduisent pas toujours la réalité des épreuves de la migration. A ceci s'ajoute le fait que certains migrants déjà établis en pays étranger transforment qualitativement leur environnement de départ par leurs réalisations (constructions de maisons en dures, équipements sommaires des habitations, électrification, élévation du niveau de vie de la famille, mariages, etc…). Sous sa forme actuelle, le phénomène migratoire présente ainsi des contradictions dans les communautés de départ.

Désemparées et vivant des situations de pauvreté extrêmes, les familles dans leur immense majorité adhérent plutôt dans la vision réductrice qui peint la migration comme élément essentiel de réussite sociale. En conséquence, le phénomène, loin de s'estomper semble plutôt se densifier et trouve un regain grâce à des stratégies de toutes sortes mises en place depuis les familles des migrants. Certaines, pour préparer le départ d'un fils par la route du désert sahraoui ou par la voie maritime vendent leurs biens (bœufs, vaches, etc.,) alors que d'autres individus de la même fratrie peuvent mettre en commun leurs biens pour faciliter le départ d'un des leurs. Enfin, pour se donner toutes les chances de réussite, les familles des potentiels migrants investissent les domaines mystico-religieux auprès des marabouts et autres fétichistes pour conjurer les difficultés éventuelles que peuvent rencontrer les migrants. Comment alors comprendre que l'on continue encore à prendre des risques ?

La problématisation de cette migration ne peut se faire sans une mise en relation d'un ensemble de paramètres connexes que sont les communautés, les familles, les TIC, et les productions discursives et langagières de migrants autour du phénomène de la migration. Il s'agira donc de procéder à une évaluation de cet ensemble afin de mesurer l'efficacité sociale de leurs contenus tant dans la durée et sur le cours de la vie des populations. En filigrane, on se pose la question des impacts supposés positifs ou négatifs des discours de migrants, des images de la migration, enfin l'ensemble des éléments de communication véhiculés par les migrants vers la communauté et la famille. Inévitablement, le maintien du lien entre le migrant et sa famille ou sa communauté passe par des outils et s'appuie sur des applications informatiques. Ce qui a des effets sur la communauté et sur les familles. Ainsi, les trajectoires individuelles des jeunes sont très souvent encouragées par les familles et les réseaux de proches. Il y a ainsi une nécessité d'appréhender en profondeur l'impacts supposés positifs ou négatifs des discours sur les familles et la communauté, et on peut d'ores et déjà formuler un ensemble d'hypothèses en lien avec les représentations familiales, les perceptions et les attentes du phénomène migratoire. Ces hypothèses seront axées autour des discours et leurs impacts au sein des familles et des communautés, les outils numériques et leurs impacts et les conditions statutaires.

IV.1. Une émigration appuyée par une industrie

La migration des pays du sud vers les pays du nord est fortement réglementée et cela entraine une redéfinition des circuits et des itinéraires migratoires, qui elle-même entraine une réorganisation du système de la mobilité et Rubén Hernández-León (2012) le désigne sous le concept de l'industrie de la migration. Dans son acceptation large, ce concept prend en considération l'ensemble des acteurs qui interviennent dans cette organisation de la migration et créent une passerelle entre les frontières et les diverses barrières posées par les États à la mobilité aux transferts d'argent et aux informations.

Pour comprendre la composition de l'industrie de la migration et les rôles des différents acteurs étatiques et non étatiques dans la facilitation de la migration, il existe une littérature vaste et diverse qui a mis en évidence le rôle des multiples acteurs non étatiques dans la facilitation de la migration (Gammeltoft et Sorensen, 2013 ; McCollum et Findlay, 2018 ; P. Deshingkar, 2018 ; Xiang et Lindquist 2014 et Wee et Yeoh, 2019 ; Cranston et al, 2017). Aussi, les recherches qui ont examiné des fonctions particulières de l'industrie de la migration telles que le franchissement clandestin des frontières (Schapendonk, 2018 ; Zack et al, 2019), la séduction des migrants (Spaan et Van Naerssen, 2018 ; Beech, 2018) et la promotion de modes de vie glamour (Fekadu et al, 2019 ; Koh et Wissink, 2018, Cranston et al, 2017) nous ont inspirées.
Des recherches antérieures sur la migration clandestine par bateau au Sénégal établissent l'importance des connaissances indigènes des pêcheurs locaux sur les dangers de la mer et leur rôle dans la migration des pirogues vers l'Europe (Pastore et al 2006 ; Manzoni 2007 ; Carling 2007 ; Poeze 2010). Ces études sont en résonance avec nos recherches qui montrent que les courtiers et les passeurs culturellement intégrés sont essentiels à l'opération et qu'ils possèdent une compréhension des itinéraires et des techniques nécessaires pour passer les contrôles officiels dans plusieurs pays.

Les acteurs de l'industrie de la migration clandestine sont l'ensemble des individus et des institutions qui facilitent ou entravent la migration tout le long du parcours migratoire depuis le départ du migrant jusqu'à son arrivée à destination. Une relation réciproque et particulière lie ces acteurs et le migrant car ils ont tous besoin du migrant pour pouvoir se mettre en activité et parallèlement, le migrant a besoin d'eux pour atteindre son objectif. Il s'agira donc de décrypter et d'analyser leurs rôles respectifs dans le processus migratoire ainsi que les liens entretenus.

Concernant cette migration clandestine, l'analyse de Cross H.M (2009) montre comment les restrictions des politiques de l'Union Européenne axées sur la sécurité ont renforcé l'inégalité entre l'Europe et l'Afrique avec une aisance particulière des européens à se déplacer en Afrique alors que les africains doivent remplir des critères de plus en plus prohibitifs pour entrer en Europe. Cette situation va créer un essor des mouvements migratoires clandestins et les États du sud de l'Union Européenne vont subir de fortes pressions migratoires clandestines à partir du Maroc ou de l'Atlantique. Les travaux de R Anderson (2014), à propos de cette migration clandestine montre comment cette catégorie dite de migrants clandestins est une catégorie construite et surtout comment les patrouilles mixtes de polices de pays européens et africains comme le Sénégal ont la lourde tâche de détecter qui est migrant clandestin et qui ne l'est pas.

La détection de l'illégalité des migrants passe par des signes et par le repérage de comportements jugés suspicieux et A. Pian (2009) de montrer à propos de cette politique de l'Union Européenne que face à la délocalisation des contrôles européens qui empêchent les migrants de circuler légalement, ces aventuriers construisent leurs propres règles de voyage. La clandestinité qui conduit ces migrants vers l'Europe est appréhendée mentalement non pas comme un acte illégal ou illégitime, mais comme un acte légitime, se justifiant par la non-obtention de visa. Cette analyse est largement partagée par A. Ngom (2017) qui montre que les procédures de demande de visa entrainent des frustrations qui peuvent naître chez le candidat après plusieurs refus de demandes de visa. Ainsi, il choisit d'émigrer clandestinement, en empruntant les itinéraires terrestres ou maritimes. A. Ngom de rajouter que pour le migrant il est beaucoup plus simple de payer auprès de passeurs que d'attendre une réponse positive qu'il ne recevra jamais. E. Bouilly (2008) avait déjà à partir de Thiaroye-

sur-Mer, une banlieue de Dakar au Sénégal, montré comment la migration clandestine, initialement soutenue par des femmes qui vendaient leurs parures sont revenues pour créer un collectif après que la mer ait engloutie plus de 100 jeunes de cette banlieue.

L'industrie de la migration est un système complexe, avec des acteurs divers et pluriels allant des institutions sociales formelles comme la famille, des organisations à caractère institutionnelles telles que les ONG, les acteurs individuels dans leur grande diversité comme les passeurs et autres individus qui s'adonnent à des activités dans les zones de transit et qui servent la migration. Claire Rodier (2014) l'analyse sous l'angle du profit tiré du développement de la technologie sécuritaire dans le secteur de la surveillance des frontières, mais aussi de tout ce qui ressort dans les pays d'immigration des législations sur l'accueil, l'hébergement, la détention et l'expulsion des étrangères et des étrangers en montrant que dans tous les cas, les bénéficiaires de cette manne sont à titre principal des entreprises privées: industries d'armement et aéronautique, sociétés d'assurance, sociétés de sécurité, prestataires privés pour la gestion des visas, ainsi qu'une kyrielle d'opérateurs impliqués dans l'application des politiques migratoires et d'asile. Dans le cas spécifique de la migration sénégalaise, certains auteurs ont étudié ce phénomène de l'industrie de la migration dans des zones de départ et de transit. C'est le cas de Choplin (2010) dans le cadre du plan FRONTEX. Cette étude montre que depuis 2006, l'UE en délocalisant son dispositif de surveillance sur la côte atlantique a remis en cause la fonction de transit des villes. Les migrants finissent par s'installer durablement à Nouakchott, la capitale, et Nouadhibou, la deuxième ville du pays, où ils rejoignent les nombreux immigrés subsahariens venus travailler en Mauritanie.

Le blocage et les difficultés d'accès en Europe va amener des prises de risques par la mer et par les routes et D. Gueye (2019) de montrer comment le durcissement des conditions d'accès en Europe a été le facteur principal de prise de risques insoupçonnées de migrants clandestins, qui par voie maritime ou terrestre cherchent au prix de leur vie à regagner l'Europe du sud. Il place son analyse dans la sociologie du discrédit et montre comment des familles rurales pauvres et discréditées mettent en commun des ressources pour faire tenter l'aventure migratoire à un des leurs. Se faisant, il montre à chaque étape du parcours migratoire les différents acteurs qui interviennent pour l'industrie de la migration.

On retiendra que la migration internationale au Sénégal est loin d'être un phénomène nouveau et est le prolongement de mouvements migratoires à l'intérieur du pays vers les grandes villes, c'est à-dire l'exode rural. L'élément nouveau réside dans le durcissement des conditions d'entrée aussi bien pour les destinations africaines que pour les destinations européennes, entrainant de la sorte une intense activité de la migration clandestine. Aussi, les nouveaux habitants des villes sont insérés dans le secteur informel qui est connecté aux réseaux transnationaux de départ et de transferts financiers. Les migrations internationales sont donc au cœur du changement territorial et des mutations sociales au Sénégal.

IV.2. Le changement de la condition statutaire

Globalement, on retiendra d'une façon générale que plusieurs facteurs corrélatifs constituent les causes de départ migratoire. Pauvreté, incertitudes de lendemains meilleurs, pressions démographiques, conditions statutaires, sècheresse, l'explosion démographique et enfin le déséquilibre des échanges économiques comme principales causes de l'émigration [A. Lericollais (1975), F. Kane (1975), M. Samuel (1977), Delaunay (1984)], [A. Adams (1977 ; 1985)] [S. Amin (1974) ; C. Quiminal (91)].

A l'épreuve du terrain, nous nous sommes fortement intéressés à la pauvreté des ménages en privilégiant une approche centrée sur les observations immédiates de l'environnement familial. Cette approche, nous l'avions appliquée autant que possible à l'ensemble des catégories enquêtées, en posant notre regard sur un ensemble d'indicateurs qualitatifs de la pauvreté tels que le nombre de personnes dans le ménage en rapport avec le mode de production et de distribution des ressources familiales, nous sommes aussi intéressés au nombre d'émigrés dans le même ménage. Type et taille des ménages, ménage urbain ou rural. En réalité, cette entrée par l'économie domestique nous permettait de comprendre que les départs s'inscrivent aussi dans le registre de l'économie de survie des familles, frappées de plein fouet par les crises économiques récurrentes du pays et le recul de l'activité agricole. Fortement fragilisées par les politiques monetaires internationales, les familles optent de plus en plus à liberer des bras valides.

Lorsque nous nous intéressons à la composition des familles, il convient de souligner dans la plupart des localités villageoises enquêtées qu'elles sont souvent regroupées sous l'autorité d'une personne morale, généralement le plus âgée et chef de la concession. La concession dans certains cas peut regrouper jusqu'à 5 ou 6 ménages. Dans les villages, souvent chaque membre de la famille a un lopin de terre pour cultiver et contribuer ainsi aux besoins de subsistance de l'ensemble de la famille. Lorsqu'il y a un surplus, il peut le vendre au niveau des marchés hebdomadaires « *loumas* » et satisfaire certains de ses besoins. Les produits rapportés de la vente des surplus servent entre autres à supporter les frais de scolarité des enfants, l'achat d'ordonnance ou parfois pour couvrir les charges liées à la maternité dans les hôpitaux, l'achat de nourriture et l'organisation de certains évènements familiaux ou religieux. Malgré la subvention par l'État des intrants agricoles, nous n'avons observé qu'une partie de l'argent rapporté de la vente des produits agricoles et aussi réinvestie dans l'agriculture.

La pauvreté des familles est avérée et on a pu à travers les observations de terrain le confirmer. Cette pauvreté est d'autant plus sévère lorsque la famille est nombreuse (on a ainsi observé des familles qui comptent plus de 30 personnes en son sein) et sans migrants. Par contre, lorsqu'elle a des migrants en son sein, les envois d'argent permettent de combler d'une manière relative le gap des besoins. Aussi, on a observé que lorsque la famille n'est pas nombreuse, autour d'une dizaine de personnes, et qu'elle possède un ou des migrants, qualitativement il y a une amélioration du niveau de vie de la famille. Dans ce type de famille, il y a une assurance des trois repas quotidiens, les enfants sont souvent scolarisés et restent longtemps à l'école, la maison est équipée avec des paraboles solaires, bâtiments en durs et un luxe relatif.

Nous retrouvons pratiquement les mêmes causes dans l'étude de la migration à partir de notre zone d'étude. Cependant, et de plus en plus, la recherche de meilleures conditions statutaires prend progressivement le dessus sur l'ensemble des déterminations pré-migratoires. Par conditions statutaires, on entend désigner le fait de changement de statut social et économique grâce à une activité migratoire réussie. Ce changement de statut social s'accompagne parallèlement d'un changement de son environnement familial notamment dans les pratiques de production et d'usage de la production et les travaux de D. Bertaux (1977) sur la notion anthroponymique, à savoir comment les richesses sont produites et partagées par les familles. Bertaux montre la corrélation forte qui existe entre la satisfaction des besoins primaires comme par exemple les soins sanitaires, l'alimentation, etc., et la possibilité de déployer les énergies humaines (ou la production des forces vives) vers la production de biens matériels. L'une ne peut aller sans l'autre et vice versa. Le mode de production est ainsi entendu comme

l'ensemble des activités, des actions, des stratégies et des savoir-faire élaborés à l'intérieur d'une unité domestique, d'un ménage ou d'une concession dans le but de produire les ressources nécessaires à la survie du groupe. On peut appliquer le phénomène migratoire que nous avons observé à cette notion anthroponomique.

La recherche de situation statutaire a également une part dans la prise de décision migratoire. Et, par situation statutaire, nous désignons le changement de statut que l'on peut appeler ailleurs, comme en France, par le terme de mobilité sociale en tant que changement de catégorie sociale. En d'autres termes, quitter une catégorie socio professionnelle vers une autre catégorie socio professionnelle. Et, dans ce champ spécifique de la migration qui nous intéresse, il s'agit ici pour les acteurs à travers la migration de quitter les dures et incertaines conditions agricoles, pour s'intégrer dans une autre catégorie socio professionnelle avec un statut qui lui est propre. Dans cet ordre d'idée, on se réfère aux autres, ceux qui sont déjà partis et parvenus à faire des réalisations substantielles pour leur famille. En tout cas, c'est ceux-là même qui ont réussi à rehausser le niveau de vie de leur famille.
La référence sociale est faite désormais sur le fait migratoire. En des termes très simples, dans les interactions quotidiennes, on cherche à savoir si l'interlocuteur est un migrant ou en migration. Cette situation sociale de migrant ouvre de fait des perspectives et valorise l'individu. Madame Sonko, mère de deux enfants en émigration, raconte à propos de la considération sociale attribuée aux migrants ceci :

> « *Les gens d'ici partent en émigration pour pouvoir trouver du travail et mettre leurs familles dans de bonnes conditions. Mais aussi, ici la communauté pense que tous les émigrés ont beaucoup d'argent et les immigrés sont placés au-dessus des autres personnes qui sont restées au village. Ainsi, les gens à la recherche de cette considération risquent leur vie en partant en émigration pour gagner cette considération. En plus de tout cela, il faut ajouter qu'aujourd'hui aucun parent ne voudrait donner en mariage sa fille à un homme qui n'a rien du tout et aussi si tu n'as rien, aucune fille n'aimerait être ta femme. Les jeunes utilisent tous les moyens pour trouver de la richesse et marier la plus belle fille que tous les hommes voudraient avoir comme femme c'est en quelque sorte une concurrence entre les hommes…. Parfois, je suis surpris quand je tombe sur les discussions des jeunes de nos jours. Comme vous le voyait, je vis dans une grande famille et presque tous les soirs, les jeunes se regroupent ici pour prendre du thé après une rude journée de « Bonce » (*recherche d'une vielle blanche à marier pour augmenter la probabilité de partir en Europe de façon légale lorsque la question de l'émigration clandestine est impossible pour eux par manque de moyens*)*. »

Le terme « *bonce* » avec tant d'autres termes sont d'usage courant dans différentes localités où nous avons enquêté. Ces termes masquent des stratégies différentes pour trouver une fortune à travers l'activité migratoire. Pour l'analyse détaillée de ces termes, voire infra, la partie VI.1 (les mots de la migration) du présent rapport.

La réussite de l'activité migratoire est aussi corrélée dans les représentations populaires à la femme, mère et épouse. En réalité, dans la représentation populaire, toute réussite d'un fils est prédéterminée par la maman. Si cette dernière a été docile envers son mari, serviable pour sa belle-famille, et ouverte envers la communauté et surtout auprès des enfants des autres. C'est-à-dire qu'elle parvient à les accepter comme ses propres enfants utérins, absolument rien ne peut empêcher la réussite de ses propres enfants. De ce fait, lorsque l'activité migratoire d'un enfant est sans succès, la maman est la première victime. Madame Sonko d'ajouter, à propos des migrants rapatriés :

> « *C'est une honte pour une mère d'avoir un enfant rapatrié. Les gens du village te pointent même du doigt en disant que tu ne gères pas bien ton mari et c'est pourquoi Dieu t'a puni en faisant en sorte que ton enfant soit un vaurien. Cela est insupportable non seulement pour la personne rapatriée parce que socialement la société elle-même te rejette mais aussi tes proches en souffrent car eux même ne sont pas épargnés. Certaines familles vont même jusqu'à rejeter leurs propres enfants à cause de ces histoires de rapatriement. Moi, je donnerais tout ce que j'ai pour que mon fils qui est parti en Espagne ne soit pas rapatrié, je vous jure.* »

L'analyse de ces formes de stigmatisation de la femme mère, de la fiancée, etc., sont des éléments explicatifs de la fréquentation des marabouts, voyants et autres fétichistes pour la réussite de l'activité migratoire, abordée dans la partie VI.2 du présent rapport.

A ce niveau d'analyse, on peut se poser la question des modalités pratiques qui permettent au migrant de partir dans ces conditions de pauvreté et de vulnérabilité que l'on peut qualifier de sévères. Il s'agira donc d'apporter un éclairage sur la question ci : comment sont élaborées les stratégies migratoires au regard de ces conditions économiques et écologiques difficiles de la zone ? Dans tous les cas des privations volontaires de biens sont relevées comme les montres des travaux antérieurs de Gueye (1999), A Ngom (2018), il est apparu que sous son apparence individuelle, il y a plusieurs acteurs qui concourent à rendre possible la migration.

La prise de décision est généralement collective même si parfois on observe que c'est le migrant lui-même qui agite la perspective d'un voyage migratoire. Lorsque c'est le cas, son aspiration est positivement accueillie par la famille. Ainsi, se met en place un processus de solidarité et d'entraide visant à la réussite du projet. A Kolda, nous avons observé que la vache est au début et à la fin du processus migratoire. Pour partir, les vaches, les bœufs et autres bêtes du cheptel sont mis en vente. Lorsque la migration perdure, les parents depuis le pays de départ revendent des bêtes et l'argent est envoyé au migrant bloqué dans les zones de transit ou bien simplement kidnappé. Enfin, lorsque la migration est une réussite, l'achat de vaches prend une part importante dans les orientations du budget du ménage ou de la concession.

Comment peut-on comprendre ces prises de risques lorsque l'on sait que l'activité pour laquelle les familles se sont mobilisées en vendant tantôt leurs biens ou bien en s'investissant physiquement dans la mise en valeur de surfaces agricoles plus grandes n'est pas toujours récompensée ? Objectivement, les discours portés sur la migration clandestine portent-ils des effets ? Il y a donc la nécessité d'une évaluation des discours produits sur le phénomène migratoire. Cette évaluation nous offrirait la possibilité de comprendre pourquoi ces prises de risques après tant d'efforts engagés dans des formes de mobilités marchandisées.

Par marchandisation, on entend désigner le processus consistant à rendre marchande une relation qui ne l'était pas auparavant. Cette relation prend alors la forme d'échanges sur la base de prix (B. Guerrien, 2003). La démarche la plus simple de la marchandisation est caractérisée par la théorie néo-classique de l'individualisme méthodologique, qui cherche à expliquer les relations économiques à partir des caractéristiques des « individus » qui composent la société. Parmi ces caractéristiques, l'accent sera mis sur la tendance qu'il y a, chez chacun, à tirer le plus d'avantages possibles de l'échange. La marchandisation passe

donc ici par le marchandage, appelé *négociation bilatérale* dont le résultat est toutefois indéterminé.

V. Monographies de lieux

Pour pouvoir saisir les représentations liées à la migration dans la zone d'étude, nous sommes partis des réalisations effectives dans les espaces de départ et nous avons mesuré leurs impacts supposés positifs ou négatifs sur les perceptions individuelles ainsi que sur les représentations sociales. Cette méthode dite « *morphologie sociale* » est l'étude des formes sociales, de la structure des sociétés dans leur rapport au sol, à l'espace matériel et physique : « *Il n'est pas de société qui ne dessine sa place dans le milieu spatial, et qui n'ait à la fois une étendue et un support matériel* », écrira le sociologue M. Halbwachs, qui déjà dans les années (1906) saisissait la morphologie sociale comme les « *mouvements* » ou la « *répartition* » de la population liée aux « *phénomènes de migrations* », des « *villes et des campagnes* ». La migration a ainsi la vertu de transformer profondément les espaces sociaux comme le montre la monographie de quelques lieux de notre zone d'étude.

Lors de cette étude sur les discours et représentations liés à la migration, il a été procédé à une monographie de certains lieux avec comme éléments d'analyse la place de la migration dans les dites localités. Il s'agit du village de Djidinky situé dans le département de Goudomp, région de Sédhiou. Abéné, village de pêcheurs dans le département de Bignona. Dans la commune de Ziguinchor, les quartiers périphériques de Néma 2 et Kandialang, Lyndiane et Soucoupapaye ont été étudiés. Enfin, Saré Ndiaye, village aux abords de Kolda a été aussi exploré.

L'intérêt de cette étude monographique réside dans le fait que dans les localités il y a des termes et des mots attribués aux migrants selon des catégories. Ces termes sont tantôt valorisants mais aussi peuvent être très péjoratifs avec de fortes connotations négatives.

V.1. Djidinky. La disparition des activités de productions traditionnelles

Djidinki est un village qui se situe dans la région de Sédhiou, département de Goudomp, Commune de Karantaba. Ce village est fondé par un pêcheur manding du nom de Kékouta Solly. Djidinki compte compte soixante (68) concessions réparties dans deux (2) quartiers.

Djidinki Mandingue composé majoritairement de *mandingues*, de *balantes* et de *sarakholés* est un village à dominant musulmans. Alors que Djidinki Manjack, à dominant chrétiens est situé sur la route principale venant depuis sandignère en passant de Karantaba et qui continue jusqu'à Koubony, Manécounda et est habité majoritairement par des *manjacks*.

Figure 2: Village de Djindiki au bord du fleuve Casamance

Les activités principales sont l'élevage, l'agriculture, la pêche et les activités traditionnelles liées à l'appartenance de caste comme la cordonnerie. Mais aujourd'hui, la migration a réussi à repousser ces activités dans l'arrière-plan économique et on a même observé lors du travail de terrain que certaines familles castées se sont complètement désolidarisées de leurs activités assignées aux profits d'activités considérées comme socialement « *d'activités de prestiges* ».

Certes récente, la migration est aujourd'hui inscrite dans ces activités dites de prestiges alors qu'il y a juste une vingtaine d'année, à Djindijky mandingue, la migration était considérée comme une trahison des valeurs ancestrales comme le note ce père de famille avec migrant :

> « *Nous on a connu cette situation de la migration tardivement car nos ancêtres ne vivaient que de l'agriculture et de la pêche. On a été nourri par l'agriculture et la pêche. Dans notre génération, personne n'osait dire qu'il veut aller en Europe. Notre village Djidinki fait partie de l'un des espaces très islamisés dans tous le Sédhiou Pakao. Alors qu'à Djidinki Manjack, ils ne sont pas musulmans, eux peuvent partir en Europe. Aussi, on nous disait que l'argent des blancs n'est pas propre et on ne doit pas vivre de ça. Voilà ce que nous disaient nos parents avant lorsque tu leurs disais que nous aussi on veut aller en Europe. Mais avec le temps, on commence à voir des jeunes qui sortent de plus en plus du village pour l'Europe.* »

Le premier migrant de Djindiky mandingue est un *Sarakholé* du nom de Sounkar Bandia qui était influencé par son ami *Manjack* de Djidinki Manjack. Cet ami avait lui-même son père, migrant *manjack* en France. En réalité il était parti le rejoindre. Après le départ de son ami, Sounkar Bandia commence avoir des idées de voyager vers l'Europe, car la famille de son ami manjack cultivait de moins en moins et commençait même à abandonner certains lopins de terre qu'elle louait à d'autres familles de Djidinki Mandingue. C'est ici que prendre le point de départ de l'histoire de la migration des jeunes de Djidinki Mandingue vers Europe dans les années 1992 et depuis lors il ne cesse de prendre de l'ampleur.

A Djindidy, les maisons en pailles deviennent de plus en plus rares et sont remplacées par des maisons en zinc. Il en est de même pour la mosquée du village qui a complétement changé grâce à l'action combinée des migrants ainsi que l'école du quartier de Djindidi mandingue, construite entièrement par les émigrés et équipée d'installation de panneaux solaires depuis 2003. Il convient de noter auparavant que l'école de Djidinki Manjack, grâce à un vieux Manjack émigré de retour, a été construite en 1996 avec la première salle de classe et à recruter deux enseignants. C'est seulement en 2002 que ce quartier aura un appui du gouvernement pour quatre classes.

A ce sujet, on note que les familles sont en mobilisation permanente pour trouver des solutions pour des départs en émigration des leurs. Ainsi, beaucoup de famille, pour contribuer au voyage de leur membre vendent le bétails ou collectent les revenues de vente des récoltes de l'arachide, du mil etc., qu'ils investissent pour des départs migratoires hypothétiques. Cette réorientation des familles vers la migration trouve son fondement dans le fait que le phénomène de la migration a changé l'architecture du bâtit du village de Djidinki, et a participé à élever assez considérablement le niveau de vie des ménages.

Concernant les prises de décisions, on a identifié que celles-ci sont prises généralement par le chef de village, l'iman, le président des jeunes et surtout le président de l'association des ressortissants de Djidinki en Europe qui donne son avis, face à toute décision du village via les réseaux sociaux. La place des femmes dans la décision collective ou familiale est très limitée.

Le développement de l'émigration a amené les jeunes à mettre en place une association des ressortissants de Djidinki Mandingue en Europe. Cette association cotise pour rendre servir au village et un vieil homme, père de migrant, nous rapporte ceci :

> « *... toutes les réalisations comme l'école coranique, la mosquée et d'autres choses c'est nos fils qui sont à l'étranger qui nous l'ont construit, et ça fait une fierté quand on remercie ces derniers et que le nom de ton fils y figure. Sans compter que beaucoup de maison, même si elles n'ont pas quelqu'un qui est à l'étranger, l'associations de migrants installée en Europe paie le zinc. Aujourd'hui tu peux constater toi-même, il y a peu de maison en paille.* »

Figure 3: Maison neuve construite par un émigré

Figure 4: École française, construite en 1996

Figure 5: Maison familiale du premier émigré du village

Dans ces deux quartiers, il y a une totale absence de structure sanitaire. Le poste de santé se trouve à sept kilomètre à Karantaba et les évacuations se font souvent par des motos Jakarta offertes par des émigrés et mise à la disposition des populations pour les cas d'urgence. Pratiquement nombreuses sont les concessions avec au moins une moto de Jakarta pour assurer les déplacement.

V.2. Quartiers périphériques de Ziguinchor et attirance vers la mobilité

Soucoupapaye, Lyndiane, Néma 2 et Kandialang sont des quartiers périphériques de la ville de Ziguinchor, chef-lieu de région. La ville a été fondée en 1645 par les Portugais avant d'être cédée le 22 avril 1886 à la France qui en fit un important comptoir commercial. Elle devint prospère entre autres grâce au commerce de l'arachide.

Après la Seconde Guerre mondiale, Ziguinchor a vu son essor ralenti, entre autres à cause des troubles frontaliers avec la Guinée-Bissau alors dictature alliée de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Dans les années 1960, il n'était pas rare d'entendre depuis Ziguinchor des coups de canons provenant des affrontements entre les forces coloniales portugaises et les combattants du PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée Bissau) refugiés au Sénégal avec la bénédiction de Léopold Sédar Senghor, premier Président de la République du Sénégal.

Au sud de la ville de Ziguinchor, se trouve le quartier de Nema 2 limité à l'est par le quartier de Kandialang alors que Lyndiane et Soucoupapaye sont au sud-ouest et ouest de Ziguinchor.
Un concours de facteurs a contribué directement ou indirectement à l'implantation, certes désorganisée, mais massive des populations dans ces quartiers précités. Cependant, le développement de ces quartiers s'est fait en lien avec les mobilités de populations venues des villages voisins ou bien victimes du conflit en Casamance qui vont s'y installer progressivement. D'abord, il y a eu le cout d'acquisition des terrains qui reste très accessibles, même pour les populations avec des conditions d'existence précaire. Dans certains cas, ces terrains peuvent même être l'objet de prêt. Ensuite, il y a l'influence du conflit casamançais qui a occasionne l'arrivée massive des réfugiés qui préfèrent s'installer dans ces zones en raison des faibles moyens dont ils disposent généralement.

En réalité, le conflit casamançais a été un déterminant direct et fort de l'arrivée de beaucoup de populations déplacées dans ces quartiers périphériques qui pour la majorité d'entre elle allait rejoindre des parents venus antérieurement des villages aux alentours de Ziguinchor pour chercher un emploi en ville.

Le nom Soucoupapaye vient d'un mot local diola « Djissoucoupapaye » qui signifie le village des papayers. En effet, ce mot a été choisi par les femmes habitants dans les villages

périphériques Ouest de Ziguinchor à l'occurrence Djibélor, Brin, Nyassia, le royaume du Bandial qui se donnaient rendez-vous entre elles à ce point qui se trouvait dans la périphérie du centre-ville de Ziguinchor. Ces femmes qui venaient à Ziguinchor pour pratiquer leurs petits commerces de produits locaux tels que : « madd », pin de singe « bouille », petits poissons cuits « bakeheub »., qu'elles revendaient à la population de Ziguinchor. Il est aussi important de savoir qu'époque le site qui est à l'origine de l'appellation de Soucoupapaye aujourd'hui était situé en pleine forêt à l'intérieur d'un village nommé « Djiboneu » depuis les années 1800 jusqu'avant les indépendances appartenait aux bainouks. C'est d'ailleurs, ce qui est à l'origine de cette nomenclature de Soucoupapaye qui est cette forêt qui servaient à ces pratiquants des petits commerces comme repère pour débourser chemin vers leurs villages d'origine.

Le processus de peuplement du quartier de Néma 2 s'est fait en plusieurs étapes. Les autorités dans l'optique de procéder à un aménagement harmonieux et ordonner de l'espace urbain, décidèrent de créer le quartier de Nema en 1940 au sud de la commune de Ziguinchor. De ce fait, le quartier de Nema était officiellement loti bénéficiant de toutes les infrastructures de bases. Quelques années plus tard, les mandingues qui étaient installé à Néma ne pouvant plus supporter les loyers, décidèrent de s'isoler pour s'installer dans un village en 1957 appelé « Banco Woulé » (nom mandingue qui signifie terre rouge) qui est devenu aujourd'hui le sous quartier de Néma 2.

Pendant ce temps, l'acquisition du terrain se faisait par une simple demande auprès du chef de village en présence de deux témoins. Ensuite, de 1978 à 1990 suite au conflit casamançais qui a entrainé un fort exode rural accélérant par l'accroissement démographiques et l'étalement spatial de la ville qui a entrainé un flux important de ruraux vers la ville de Ziguinchor. Cet état de fait a accentue l'accroissement démographique et un nombre de personnes qui migrent vers de la ville de Ziguinchor, face à cette situation, les mandingues et certains autorités assoiffées d'argent commencent à s'adonner à la spéculation foncière. Les parcelles étaient obtenues à des prix variant entre 70.000 et 90.000 CFA. Cette vente se faisait dans l'illégalité car n'ayant aucun document officiel qui prouve la validité de cet achat, cela a amené la plus part des populations issue de l'exode rural à l'implanter dans ce sous quartier de Nema 2 accentuant les constructions anarchiques et les densités d'occupations des ménages.

Enfin, de 1998 à 2000 avec l'application de déguerpissement des habitants du quartier de Kadior pour la construction de l'hôpital de la paix, la majorité des populations ont été recasés dans le sous quartier de Nema 2, entrainant le surpeuplement et la densification du sous quartier de Néma 2.

Figure 6: Un aperçu du quartier Néma 2

En somme, ce sont les trois étapes qui constituent l'occupation du sol de Nema2 qui s'est faite dans l'anarchie totale sans aucune étude préalable, avec une absence d'infrastructures sociales de bases. Aujourd'hui, le sous quartier de Nema2 est l'un des quartiers les plus peuplés de la commune de Ziguinchor avec 230.000 habitants selon (ANSD 2013) et continue encore de recevoir des migrants en provenance des pays voisins désireux de s'installer dans la ville de Ziguinchor. Dans son entretien, le chef de quartier nous dit :

> « *le quartier reçoit du monde d'année en année. Ici, il y'avait quelques maisons mais on voit aujourd'hui que le quartier est rempli de personne venant de tous les régions du Sénégal et les pays de la sous-région comme Guinée Bissau, Mali, Guinée Conakry etc…* »

Les données recueillies laissent percevoir que l'histoire des quartiers périphériques de Ziguinchor sont intimement liée à des mouvements de populations et continuent encore d'être englobée de cette même histoire. En effet, on a constaté que ces quartier sont encore aujourd'hui occupés majoritairement par les immigrés car même dans la discussion, nous remarquons que chacun essaye de se présenter en précisant ses origines. Par-là, nous pouvons dire que les habitants de ce quartier ont l'immigration pour la recherche d'une meilleure condition de vie.

Figure 7: Toilettes au cœur du quartier

Le départ forcé, suite à l'éclatement de la crise en Casamance, va inscrire les déplacés dans des parcours précaires, étiquetés de parcours à risque. Ces risques ont été l'objet de plusieurs études, parmi lesquelles une riche production des ONG et autres organisations de la société civile établies en Casamance. Ce repli vers la ville de Ziguinchor, relativement sécurisée se justifiait par le fait que le niveau d'intensité des combats, des attaques sporadiques, des calomnies et autres bravades avait atteint un certain paroxysme. Ainsi, les déplacements de populations vont se multiplier, les conduisant à se rendre d'une zone à l'autre ou bien les poussant simplement à faire un va et vient entre leur village d'origine et leurs zones d'accueil dans des conditions extrêmement difficiles. Constamment, un regard accusateur se pose sur eux, qui a tendance à limiter leurs actions en les confinant dans un sentiment d'incivilité certes, mais surtout en leur rappelant que leur vie ne tient à rien.

Si le déterminant de leur vulnérabilité a été l'éclatement du conflit, il convient de retenir que les épreuves quotidiennes vécues lors des déplacements ont été des éléments déclencheurs d'une prise de conscience par ces populations de leur vulnérabilité. En effet, d'une relative aisance alimentaire, ces personnes se retrouvent à mendier ou à chercher à se nourrir auprès d'autres individus. Cette situation d'assisté, combinée à la prise de conscience, les amèneront à élaborer des initiatives de sortie de crise parmi lesquelles des déplacements en Gambie, en Guinée-Bissau et des essaimages au nord du Sénégal (Mboro, Matam, Thiès…).

Dans le volet de l'émigration par voie terrestre ou maritime vers l'Europe, le quartier de Néma est un foyer intense de départ et les familles ont eu, notamment dans les années 2015, enregistrées beaucoup de morts sur les voies maritimes. Mieux, un réseau de passeurs et de convoyeurs s'y était installé et recrutait des candidats avant de les acheminer vers les îles aux larges de la Casamance pour le voyage vers l'Europe. Parlant de son fils parti en émigration, cet habitant de Néma 2 raconte :

> *« Il y'a des gens qui ont quitté Nema 2 pour aller vers l'Europe et vers d'autres continents. Ici, on les considère comme des personnes qui ont réussis leur vie. Mais, en cas d'échec, on les voit comme des vaut rien.*

Même moi mon fils est parti par la voix clandestine. Il était au Maroc dernièrement et de là, il m'a appelé pour me dire qu'il embarque pour L'Espagne. Depuis lors, je n'ai plus de ses nouvelles. A côté de moi aussi, il y' a des deux jeunes qui sont partis il n'y a même pas trois (3) mois. Des gens partent ils partiront toujours vus les conditions existence à Nema2 »

V.3. ABÉNÉ. TOURISME ET MIGRATION

Abéné est un village du Sénégal de la commune de Kafountine, située dans l'arrondissement de Kataba1 dans le département de Bignona. Il est situé au bord du littoral atlantique et est composé de 8 grands quartiers. Il est limité au Nord par le village Niafrang, au sud par le village de Diannah à l'Est par le village d'Albadar et à l'ouest par l'Océan Atlantique. Le village d'Abéné est aujourd'hui composé d'une diversité d'ethnies et l'on sait que les premiers habitants du village sont venus des îles karonne. Il serait bien de noter que cette première ethnie se réclame aujourd'hui de l'ethnie mandingue. En ce sens la majorité de la population est Mandingue. D'ailleurs même, la langue de communication est le Mandingue.

Abéné est un village de rencontre. Les communautés qui y sont installées les unes après les autres ont souvent l'intérieur de la région naturelle de la Casamance pour émigré à Abéné et y développer des activités de pêche, de tourisme, de commerce, d'élevage et d'agriculture.

Le village d'Abéné est situé à quelques kilomètres seulement du pays voisin la Gambie et aux alentours se trouve une nature luxuriante composée de forêts, rizières, marécages et mangroves.
L'économie du village d'Abéné est essentiellement basé sur le secteur du tourisme qui permet de faire travailler divers corps de métiers comme des cuisiniers, serveurs, ménagères, jardiniers, gardiens, guides…. Le port de pêche accueille pécheurs, mareyeurs, manutentionnaires, sécheuses de poissons et des petits commerces sont venues se greffer dessus pour subvenir au besoin des travailleurs. Le reste des activités se situe dans le secteur du commerce, boutiquiers, quincailliers, bars, restaurants, boites de nuits…. On trouve aussi les métiers du bâtiment, maçons, carreleur, électriciens, plombiers….

Abéné, Kafountine et les îles tout au large de la région de Ziguinchor sont des lieux intenses d'activités de la migration clandestine et ce malgré la présence d'une base militaire navale à Elinkine qui participe au plan Frontex. A ce sujet, à la date du 04 octobre 2021, la brigade de gendarmerie de Kafountine avait arraisonné une pirogue avec à son bord cent trois (103) personnes à destination des côtes de l'Europe du sud.

Par ailleurs, il serait capital de noter que le développement du secteur du touristique a fortement influencé l'émigration des jeunes du village surtout vers l'Europe. Aujourd'hui, une étude de la mairie de Kafountine a montré réellement que 75% des ménages du village ont au moins un migrant. En ce sens, l'économie du village est aussi boostée grâce aux transferts d'argent des migrants. Pour assoir cette démonstration, quasiment toutes les belles maisons du village appartiennent aux migrants. Par ailleurs l'Océan atlantique présente aussi d'énorme potentialité pour le développement de diverses activités comme la pêche et le tourisme. Ainsi, le village dispose d'une place la plus convoité de la région attirant de milliers de touristes par an. En effet, cette situation a favorisé la naissance de plus 25 campements dans le village.

« *Les immigrés ont beaucoup fait dans ce village. Aujourd'hui toutes les belles maisons du village ont été construites par les immigrés. Dire vrai, ils ont beaucoup*

contribué dans le développement du village. En effet la première mosquée du village a été construite par un immigré. D'ailleurs, dans cette localité, le village d'Abéné fut le premier à avoir un mini forage grâce aux immigrés. En fait si je prends notre exemple, avant d'avoir un immigré dans la famille, on vivait dans des conditions très difficiles. L'agriculture été notre seuls et unique source de revenu. La famille vivait dans la précarité totale sans sécurité sociale. Mais aujourd'hui, grâce à ces immigrés la vie de la famille a beaucoup changée. Aujourd'hui, la famille vie dans une maison moderne avec des panneaux solaires et un mini forage dans la maison. ». Propos d'un responsable de famille avec immigré.

Le village d'Abéné possède deux écoles élémentaires, une école coranique et un CEM. Il dispose d'un centre de formation le plus moderne de l'arrondissement de Kataba1. Il serait bien de précisée que l'école dite école 1 d'Abéné est l'une des premières écoles de la commune. Aujourd'hui cette école est la plus équipée de la commune grâce à l'appui de la diaspora d'Abéné qui s'organise un peu partout et monte des programmes ambitieux avec des partenaires. Avec l'appui de l'association Hollandaise, cette école dispose maintenant d'une salle informatique. Aussi, pour motiver les enseignants, l'association Hollandaise leur dote des billets de vacances pour la Hollande. Concernant l'école 2, elle a été construite en 2018 grâce aussi au partenariat de la diaspora avec des partenaires espagnoles. Ces partenaires du village ont aussi équipé la maison artisanale du village. Quant à l'école coranique, elle a été construite en 2020 par des partenaires saoudiens. Les témoignages au sujet de la migration dans la zone Abéné et Kafounetine sont unanimes et présentent ces derniers comme des « chevaliers des temps modernes » et à ce propos, un père de famille avec migrants nous dira ceci:

> « *Les premiers migrants de ce village sont entre autres les jeunes qui ont eu à travailler dans les campements villageois et qui ont eu à avoir des relations soient intimes soient amicales avec les touristes. Ces premiers migrants ont migré de façon légale et ont eu à faire beaucoup de réalisations dans ce village. Ceux sont eux qui finançaient les navétanes(*activités sportives populaires*) des jeunes mais aussi le festival du village qui se réalisent jusqu'à nos jours chaque année. De plus, ils ont aussi contribué à la construction de la mosquée du village. En plus de toutes ces réalisations, ces migrants ont construit de très belles maisons pour leurs familles et ont épousé les plus belles femmes du village. D'autres avec les richesses qu'ils ont pu cumulées ont construit leurs propres campements et ont eu à embaucher des jeunes comme employés* »

Depuis 1988, le village est doté d'un mini forage par l'association Hollandaise. Aujourd'hui, les bénéfices de ce mini forage ont permis à la jeunesse de construire le foyer des jeunes du village. Côté santé, le village dispose un dispensaire bien équipé grâce au soutien financier d'une ONG (AHI) qui a installé un cabinet dentaire. Ce dispensaire polarise trois villages de la commune. Abéné possède une mosquée et une église pour satisfaire les différents cultes présents.

Dans le domaine de migration, notamment vers l'international, le phénomène dominant à Abéné est le mariage de jeunes potentiels migrants ou migrantes avec des touristes de passage dans la zone. Ces mariages se singularisent pour la plupart du temps par un différentiel d'âge très remarquable des couples en ménage, au point que beaucoup de représentations consulaires européennes restent attentives à ce phénomène. Ce type de mariage, reprouvé autrefois par une certaine morale des sociétés traditionnelles africaines semble s'imposer.

D'ailleurs, lors du travail de terrain, il n'était pas rare de rencontrer de vielles personnes, formulant des prières à des jeunes de la commune d'Abéné, dirent « *puisse Dieu te donne une femme blanche* », montrant ainsi comment le fait de s'attacher une ou un touriste est une porte de sortie « de la crise ».
A ce sujet, un vieux d'environ 70 ans, nous rapporte :

> « *Les immigrés sont des personnes très respectées dans le village et vraiment ils le mérite vu ce qu'ils sont faits. Dans ce village, les immigrés sont des modèles pour les jeunes. La communauté leurs donne une grande considération. C'est pourquoi dans ce qui se fait ou se décide, les l'immigrés sont impliqués du début à la fin. D'ailleurs pour vous faire comprendre cette bonne impression de la communauté pour les immigrés, dans ce village les belles femmes sont réservées pour les immigrés. Pour chercher une femme ici, la première question que les familles te posent est : vous vivez où ? Alors si par malheur tu dis ici, saches que pour avoir cette femme ça ne sera pas une chose facile. Mais, si vous leur dit que vous êtes en Europe là, la porte est grandement ouverte pour vous. En fait cette situation qui pousse beaucoup de jeunes à partir en immigration.* ».

Mariée et mère de deux enfants, à propos de la place des immigrés dans le développement d'Abéné, elle raconte :

> « *Les émigrés sont ceux qui assurent le développement du village si j'ose le dire. En effet c'est eux qui décident tout ce qui doit se réaliser dans la localité. Dit clairement ces gens sont considérés comme des personnes supérieures. Toutes les grandes personnes ainsi que les jeunes les prennent comme référence et chaque parent voudrait que son enfant soit comme ces immigrés. Toutes les décisions les plus importantes sont prises par eux et tout le monde dans leurs familles est respecté.* »

Figure 8: Campement touristique à Abéné construit par un émigré

Des enseignements sont à tirés du travail monographique des sites étudiés car au regard de leur genèse, il y a toujours eu une histoire de mobilité qui participe à la création de ces sites comme observés dans les quartiers périphériques de Ziguinchor. A défaut, le développement de certains villages est lié à la migration comme à Djidinky et le village d'Abéné doit sa croissance et son développement grâce à l'activité touristique. Dans les villes comme en milieu rural, un nombre de plus en plus croissant de la population bascule dans la pauvreté, le chômage, le sous-emploi et la vulnérabilité, et voit en la migration un moyen d'amélioration de leurs conditions de vie.

Au niveau des communautés de départ, le phénomène migratoire est perçu comme une alternative pour gagner de l'argent. Ainsi, au sein même des familles d'origine des migrants, les individus se mobilisent (économiquement, psychiquement et physiquement) pour l'entreprise migratoire d'un fils, neveu, frère ou parent proche. La migration, sous sa forme actuelle a alors la vertu de regrouper plusieurs acteurs qui travaillent à la rendre possible. Voulant améliorer leurs conditions de vie, les familles de migrant ainsi que les migrants vendent biens et bétails pour envoyer un des leurs en émigration, et ce à n'importe quelles conditions, pourvue que la réussite soit au bout du voyage. On parlera ainsi de « boom migratoire », avec une absence de codification, de normes, et de conventions.

Ces trente dernières années, la situation difficile du pays et la mondialisation de de la circulation migratoire ont fait que la Casamance, à l'image de toutes les régions du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée-Conakry sont devenues des foyers de départ massif, de transit, mais aussi destination pour des migrants en provenance d'autres pays.

Les rivalités individuelles et sociales pour le paraître, désigné sous la « condition statutaire » le désir de se réaliser socialement, combinées aux catastrophes naturelles, la pauvreté, la mal gouvernance, les crises familiales, les inégalités sociales et crises sanitaires sont en grande partie à l'origine de l'émigration clandestine et son lot de désolation.

VI. Les représentations collectives de la migration

Très actifs dans la voie de la migration clandestine, de jeunes migrants depuis les zones de transit du Mali, du Niger, du Burkina Faso et de la Lybie ne cessent de relater les difficultés et les pires conditions du voyage dont ils sont souvent victimes. A cette situation s'ajoute une abondante production médiatique décrivant avec image à l'appui via les télévisions, les réseaux sociaux, les témoignages écrits et oraux de migrants rescapés des routes du désert ou de la voie maritime.

La véracité et la dureté des propos de ces migrants pouvaient laisser présager la fin de l'aventure migratoire. Au contraire, on observe que le phénomène loin de s'estomper semble plutôt se densifier et trouve un regain grâce à des stratégies nouvelles complexes mises en place par les acteurs dans leur immense diversité : familles de migrants, migrants potentiels, passeurs de la migration clandestine, etc.

Ces stratégies relèvent parfois de mobilisations spécifiques qui relèvent de l'ordre de l'intime comme la consultation auprès des marabouts et autres fétichistes pour conjurer les difficultés éventuelles que peuvent rencontrer les migrants. Parfois, elles sont de l'ordre des représentations sociales et collectives qui au final permettent de mettre des « mots » péjoratifs ou simplement valorisants sur la migration. On parlera de la sorte d'attitudes et de comportements de la société par rapport à la migration, notamment celle qualifiée d'illégale ou de clandestine.

Une interrogation de ces attitudes, de ces comportements et des croyances idéologico-religieuse permettrait de comprendre davantage pourquoi ces prises de risques à partir des instances familiales, à partir de la communauté malgré les dangers réels de la situation comme les naufrages, les kidnappings, les enlèvements, la vente des migrants, etc. Il s'agira donc de procéder à une évaluation des discours produits sur la migration à partir et mesurer l'efficacité sociale de leurs contenus tant dans la durée et sur le cours de la vie des populations. En filigrane, on se pose la question de l'usage de ces discours et de leurs impacts supposés positifs ou négatifs sur les populations.

VI.1. Les « mots » de la migration

Les maux de la migration s'accompagnent de mots et C. Canut et A. Sow (2014) rappellent qu'en Afrique de l'Ouest, voyageurs, migrants et aventuriers ont toujours été l'objet d'un ensemble « *de productions langagières, artistiques ou discursives* » qui mettent en scène des expériences de la vie, partagées à un moment donné entre plusieurs lieux et plusieurs temporalités. La discours social sur la migration renverrait ainsi à « *une multiplicité de textes, de paroles, de mots qui circulent, reflétant la fréquence rapide du renouvellement des pratiques migratoires ainsi que leur complexité* ». Il en est de même dans la migration clandestine ou illégale dans notre étude avec des mots et des termes des jargons locaux utilisés pour désigner les migrants.

L'on remarquera que chaque mot ou terme désigne également une catégorie de migrants, faite en fonction des conditions du départ du migrant, de son retour, du succès de l'aventure migratoire, etc., et surtout renseigne sur un ensemble de conditions sociales. En effet, l'État, la nation et les communautés d'origines n'ont jamais coupé les liens avec leurs migrants. Et ,il existe tout un système de communication fonctionnel pour parler et désigner le phénomène.
Ce système de communication a la capacité de surévaluer le migrant ou bien simplement de le dévaloriser en fonction de la réussite ou de l'échec de l'activité migratoire, d'où l'interrogation de M., Timéra (2014) qui écrit que les « *Les États et sociétés de départ comme le Sénégal ou le Mali ont-ils toujours accordé considération et intérêt à leurs émigrants ? De même, comment dans ces pays les imaginaires sociaux tout autant que les récits et productions esthétiques à travers lesquels ils s'intitulent ont rendu compte de l'émigration ? Tonalité enchantée, héroïsée de l'émigration et des migrants ou polyphonie au gré de la transformation des flux et des projets migratoires, des contextes socio-économiques et politiques des pays d'origine, de « transit » et de destination ?*» (M. Timéra ; 2014).

Localement, les discours et les mots produits sur le phénomène migratoire renvoi tantôt à des succès, des échecs, des situations de victimisation, du misérabilisme, etc. Dans tous les cas, en s'intéressant à la polysémie des mots et expressions en usage dans la communauté pour désigner les différentes catégories de migrants dans leur contexte, on mesure l'ampleur des représentations par rapport au phénomène. Les mots ont une force soit propulsive ou simplement destructrices, pouvant aller jusqu'au suicide du migrant, si toutefois il n'est pas bien accompagné lorsque sa migration est un échec, comme le fait remarquer ce jeune de Kafountine :

> « *Dans ce village, les migrants de retour qui réussissent sont très bien traités. Ils reçoivent toutes les reconnaissances et respects dont chaque personne rêve obtenir. Ils sont impliqués dans tout ce qui se fait dans le village et leurs décisions sont celles qui comptent le plus. Cependant, malheureusement pour ceux qui ont échoué, eux ils sont considérés comme des personnes inutiles. Vraiment, partir en Europe et revenir les mains vides dans ce village est égal à un suicide. Déjà ces personnes sont exclues de la société et il leur faut de véritables forces pour pouvoir sortir de ce calvaire. Il existe des exemples ou la personne de retour a fini par se pendre à cause des mauvais traitements que les membres de sa propre famille lui infligé.* »

Le tableau synoptique ci-dessous de mots et d'expression et les analyses qui le sous-tendent, recueillis dans le terrain d'enquête sont des révélateurs forts et poignants de la place attribuée aux migrants en fonction de la catégorisation.

Expressions	**Langue**	**Signification**	**Sens**	**Analyse**
Toubabu dunko	Mandingue	Un immigré qui vit en Europe	Valorisant	Un migrant qui vit au pays des *toubab* (blanc)
Malangholong :	Mandingue	Utilisé spécifiquement pour un émigrant de retour qui a beaucoup d'argent et très influent par rapport à tout ce qui se décide dans	Valorisant	Il est vu en pays mandingue comme un acteur qui répond efficacement aux sollicitations de sa communauté. Il joue un rôle considérable dans sa communauté de départ et dans sa communauté dans le pays d'accueil. C'est quelqu'un qui soutient beaucoup de familles en difficultés. Souvent il

		le village.		prend en charge (financière) les grandes activités du village ou de la zone. C'est un « big man » selon le l'anthropologie.
Malangho	Mandingue	Signifie une personne très importante pour les migrants dans le pays d'arrivée et encore dans le pays de départ, ou encore c'est un Européen. C'est un migrant très respecté par la communauté et par les immigrés	Valorisant	Celui-ci est généralement quelqu'un qui soutient les migrants dans le processus migratoire. Il est généralement membre d'un réseau de migrants. Il vient d'Europe et sa migration est une réussite. Malangho est presque synonyme de Toubabu dunko. Le malangho est aussi celui qui a un comportement de blanc, par exemple, il s'habille comme les blancs. Il est celui qui prend aussi en charge les problèmes des migrants dans les pays d'arrivés. Il est aussi souvent sollicité par les familles qui cherchent à faire émigrer un potentiel migrant
Toubaboudoutala	Mandingue	Celui qui est parti chez les blancs	Valorisant	C'est comme si le départ est le premier facteur du succès migratoire. Dans ces conditions, tous les espoirs sont permis, et le *Toubaboudoutala* porte tous les espoirs de sa communauté. C'est un migrant de retour et pour être Toubaboudoutala il faut que la migration soit réussie et que tu reviens ; sinon tu n'es qu'un tamala
Tamala	Mandingue	Errance. Voyageur ou bien encore un aventurier. Celui qui est parti à la recherche, un aventurier	Espérance	Promenade, errance, dans tous les cas, dans la notion de *tamala, il y a* l'idée d'une suite heureuse à cette promenade.
Na Toubabu malangho	Mandingue	mon noble blanc	Valorisant	Mon boss. Ici, c'est un migrant avec qui on partage certaines affinités et aussi répond aux besoins de la communauté. Ceux qui sont en Europe et qui se comportement comme les blancs, qui ont de l'argent bien entendu. On peut être malangho en ayant les mêmes comportements que les blancs, mais « Na Toubabu malangho » c'est ceux qui sont en Europe et qui se comportent comme les blancs
naa tamalalalou	Mandingue	Voyageurs de manière générale (diaspora locale)	Valorisant	Désigne un membre de la diaspora. Chez certains, le terme désigne aussi ceux qui ont voyagé et qui sont sur le territoire national ou tout proche du pays.
mounlou tata tama djanghola	Mandingue	Désigne l'espoir particulièrement	Espérance	Ceux qui sont partis très loin de leurs pays. C'est des personnes dont on espère

		ceux qui sont en partis depuis longtemps et pour un long voyage		une réussite. Cette expression est aussi utilisée pour désigner les personnes qui sont à l'étranger hors du pays
na gninindir lalou moulou bé toubabolou yaa	Mandingue	Chercheurs qui sont chez les blancs. (Chercheur) dans le sens de recherche de la richesse (économie).	Espérance	Désigne ici les fils de la communauté qui sont à la recherche de la richesse.
Hardié bê sigholébala foyé willy yéta agnyning	Mandingue	La fortune est sur la route, il faut aller la chercher	Espérance	Expression proverbiale voulant dire qu'il faut sortir, se lever et partir pour trouver fortune.
Sémesta :	Déformation du mot semester en français	un émigré qui est revenu au village pour des vacances.	Valorisant	L'immigré est perçu par la communauté comme quelqu'un de retour avec beaucoup d'argent, pour ses vacances (semestre) avant de repartir. Le *semesta* est vu comme un flambeur qui dépense sans compter.
Back way	Anglais	Renvoi à l'itinéraire illégal par voie terrestre ou maritime.	Dévalorisant Courageux	Ce terme désigne les migrants qui se sont engagés par la voie terrestre et ont été reconduits à la frontière. La communauté les perçoit doublement car pour certains ce sont des courageux qui au moins se sont engagés vers la voie migratoire alors que pour d'autres, ces migrants n'ont pas été à la hauteur après tant d'argent et d'efforts engagés. En cas de réussite la communauté te perçoit comme un homme courageux. Par conte en cas d'échec ou de rapatriement le migrant est perçu comme un vaut rien.
Bomça :	Déformation du terme français bronzé d'autres disent que c'est un mélange langue locale et l'anglais	Chercher à s'unir avec un partenaire blanc ou blanche avec l'objectif de faciliter la migration.	Dévalorisant du Guide touristique	Les pratiquants du *bomcé* sont repérables le long des plages ou tout au moins dans les stations balnéaires. Ils sont souvent en mode rasta, tee-shirt de couleurs et fréquentent des femmes touristes. Les observations laissent percevoir dans la majorité des cas un différentiel d'âge important entre le *bomcé* et la femme touriste. D'ailleurs, à tort ou à raison, les *bomcé* sont aussi apparentés à des gigolos.
Dabobé	Peul	Celui qui est parti chercher fortune	Espérance	Ces termes désignent le fait de partir chercher une fortune. Chez les peuls, lorsque l'on est *dabobé, yahobé* ou *yadoubé*, on porte un espoir sur le
Yahobé »	Peul	Celui qui est parti chercher fortune	Espérance	

Yadoube	Peul	Celui qui est parti chercher fortune	Espérance	migrant. L'espoir qu'il rapporte une fortune à partager avec les siens.
Modou Modou	Wolof	Vendeur ambulant et débrouillardise en Europe	Valorisant	Pendant longtemps, le *modou modou* a été présenté comme la figure de la réussite. les *modou modou* se sont érigés comme les contrôleurs d'une économie informelle de la débrouillardise. Il est un modèle et sa figure symbolise la réussite économique, engendre l'esprit d'entreprise permis par le sens de la ruse et de la débrouille. Il incarne le courage dont il fait preuve durant la période de voyage lui permettant de revenir grandi
kaaw man	Mot composé wolof et anglais	Le mot kaaw man se traduisant par l'homme d'en haut, désignant ici un homme qui vit au pays d'en haut (pays des blancs)	Valorisant	Le Kaw man est celui qui a vécu longtemps en Europe et qui a la capacité de décrypter et d'adopter les modes de vie du pays d'accueil. Il surmonte les épreuves pour sa famille sans oublier un retour qui acheminera son parcours de héros.
malanwou	Peul en connotation mandingue	Désigne celui qui est revenu de l'Europe pour les vacances	Valorisant	Celui-ci est l'équivalent du sémester
malanwou	Français	Désigne celui qui a été justement rapatrié.	Dévalorisant	Renverrait au back way et perçu comme un à un fainéant sans ambitions et c'est ce qui a prévalu à son rapatriement.
Anciens aventuriers	Français	Désigne des individus qui ont longtemps séjournés en Europe et se retrouve subitement rapatriés	Dévalorisant	Migrant de retour contraint et forcé
Dieu merci	Français	Désigne quelqu'un qui vit en Europe	Valorisant	Une personne qui contribue au développement socio-économique de son terroir.
Nababou	Manjack	Désigne un immigré qui vit en Europe	Valorisant	Un immigré qui est venu d'Europe et qui partage ses bien et surtout de l'argent autour de lui.

Être stigmatisé négativement par sa communauté est ressenti comme une « insulte », un affront fait à sa famille. Socialement, cette stigmatisation négative pèse lourdement sur le migrant et les siens. De ce fait, il apparaît nécessaire de prendre des précautions de toutes formes pour la réussite de la migration et les pratiques mystiques prennent une large part dans les précautions pré-migratoires et post-migratoires. Ainsi, on voit s'incruster des acteurs

comme les marabouts, les fétichistes, les voyants et autres praticiens occultes traditionnels dont les communautés africaines recèlent.

VI.2. Les « hommes de l'ombre » pour relativiser des « faits avérés »

Sorcier, marabout, voyant ou encore fétichiste sont des termes qui sont souvent utilisés pour désigner des individus supposés capables d'inverser l'ordre des évènements naturels. Il convient pourtant de distinguer pour une meilleure approche analytique de notre recherche.

Feitiço est le mot portugais qui a donné le mot « fétiche » en français. Feitiçio signifie « artificiel » et par extension « sortilège ». Le fétiche c'est la représentation de dieux de petites dimensions, écrit Lévi-Strauss (1958). La théorisation anthropologique et sociologique conçoit le fétiche comme étant un report de l'affectivité sur un objet unique ou composé, symbolique, en lui attribuant une efficacité supérieure à la sienne sur la réalité.

Le maraboutage est l'usage par un marabout, considéré comme un « *intellectuel* » car ayant des capacités cognitives certifiées des connaissances livresques à des fins tels que la réussite, l'acquisition de la richesse, la guérison et la divination. Le marabout est socialement intégré, plus accessible à la communauté et moins craint qu'un féticheur. Parfois, il peut même s'entourer d'une cour de serviteurs qui eux aussi cherche à acquérir des savoirs.

La sorcellerie, comme le dit Baliguini (2008) est un « *cannibalisme mystique* ». Augé (1974, p. 53) : Dans son usage anthropologique la « sorcellerie » désigne d'abord des effets néfastes d'un rite qui peuvent causer au demeurant des accidents, la mort, de l'infertilité, etc. La nature et l'activité des sorciers le rend capable d' endiguer et annihiler le sort selon Evans-Pritchard. « *Un ensemble de croyances structurées et partagées par une population donnée touchant à l'origine du malheur, de la maladie ou de la mort, et l'ensemble des pratiques de détection, de thérapie et de sanction qui correspondent à ces croyances* ». On note ainsi l'existence d'amalgame dans l'usage de ces différents termes qui tous relèvent de la magie selon l'acception durkheimienne à cause de leurs caractéristiques asociales, fondées sur des superstitions, à la limite de la légalité. La religion, elle, est présentée comme un système organisé, solidaire et normatif, reposant sur le sacré, et se manifestant de manière publique et officielle.

Au Sénégal, les marabouts jouent un rôle très important dans la décision de partir en émigration dans un contexte de migration à très haut risque où les dangers sont bien connus. Nous avons donc réalisé qu'il y avait d'autres aspects que la facilitation qui devaient être pris en compte. Le premier était les influences mystico-religieuses sur l'imaginaire des migrants et la façon dont ils comprenaient et analysaient le risque, leur propre destin, la chance et les actions qui s'y rattachent. Ensuite, nous avons cherché à comprendre le rôle des normes culturelles dans la prise de décision des migrants. En particulier, les normes de genre liées aux transitions vers l'âge adulte pour les hommes et au fait de devenir un bon soutien de famille ont été prises en compte, ainsi que la manière dont les femmes ont ou n'ont pas participé au processus de migration.

Les pratiques mystiques et religieuses accompagnent la vie au Sénégal et on retrouve leurs manifestations à toutes les étapes de le vie. Parler du mysticisme ou de la mystique revient dans une certaine mesure à s'intéresser à une réalité socioculturelle, disons à une « pratique-vérité-croyance », écrivait le sociologue L. Ndiaye (2013) qui à partir d'un rappel historique saisi les pratiques à travers les époques et les cultures et de montrer au final que les sociétés

ont eu souvent recours au mystique « *pour solutionner quelques préoccupations vitales auxquelles la « raison » n'apportait pas des réponses satisfaisantes….* ». L'élément nouveau dans ces pratiques mystiques demeure être son caractère mercantile. En effet, longtemps réservé au domaine de la discrétion, les pratiques mystiques sont de plus en plus affichées dans la sphère publique. Le désir de réussite n'est plus caché et Laye Camara (2018) le démontre pour le contexte guinéen et sénégalais en montrant que « les jeunes se voient investis de la mission délicate de "l'Aventure" présentée comme alternative aux difficultés qu'imposent les réalités sociales et le contexte de la modernité. Ainsi, la divination, le maraboutisme et autres rituels traditionnels sont convoqués par les migrants et les leurs pour la réussite de l'activité ou encore pour "se faire une place au soleil" ». S'intéressant à la lutte sénégalaise, le journal catholique La Croix montre que les pratiques mystiques dans la lutte sénégalaise relevaient autrefois du folklore. Mais, depuis que ce sport s'est mercantilisé, avec des mises pouvant aller à 150.000.000 francs Cfa pour un combat, il eût un recours aux pratiques mystiques et occultes que d'aucuns jugent inadmissibles et parallèlement ces mêmes pratiques sont sorties de la sphère privée vers la sphère publique. Les pratiques mystiques dans la lutte se sont fortement imposées et l'on sait que les écuries des lutteurs s'organisent en déléguant des hommes qui pour la préparation d'un combat sont chargés de sillonner le Sénégal et les pays de la sous-région à la recherche de bons fétichistes, de marabouts ou voyants pour forcer le destin. Faire en sorte que le combat bascule à leur faveur. Sans aucun doute, les enjeux financiers liés à la lutte ont parachevé et légitimés aujourd'hui l'exposition des pratiques dites occultes dans le champ des pratiques quotidiennes visibles. Comparer à la migration, on peut aussi affirmer d'une manière radicale que les conditions d'accès à la « forteresse » Europe combinées à l'absence de perspectives réelles de pouvoir se réaliser en Afrique ont fini par faire afficher en plein jour les pratiques mystiques pour les candidats à la migration, notamment celle dite clandestine.

Pour comprendre cette forte inclusion des de la sphère mystico religieuse dans la détermination du voyage migratoire, il me semble qu'une convocation du contexte dans lequel s'inscrit la migration dans la zone d'étude est nécessaire.

Le téléphone portable et les applications comme Whatsapp, Facebook, Imo, sont aujourd'hui largement empruntés par les migrants. Le téléphone portable accompagne le migrant depuis le départ jusqu'à l'arrivée. Il sert à relier le migrants aux siens dans l'espace de départ, il permet d'établir le contact avec différents « industriels de la migration » comme les coxeurs, les intermédiaires, les passeurs, etc… mais aussi par le biais de ses applications permet de transmettre des nouvelles comme la photo de l'arrivée à destination à poster sur Facebook, etc. De la même manière, des moments douloureux de la migration sont aussi saisis avec le téléphone à travers ses applications comme les conditions de vie dans des zones de transit ou encore des images fortes de tortures de migrants en captivité dans des prisons de fortune en Lybie ou quelque part dans un ghetto d'une zone de transit.

Lorsque l'on s'intéresse aux impacts de ces contenus (discours de migrants auprès des populations , émissions radiophoniques, photos, films, etc.,) on parvient à prendre la mesure de l'inclusion des marabouts, voyants et fétichistes dans la détermination du voyage migratoire. Le départ apparait ainsi comme le premier facteur essentiel du succès migratoire et en conséquence des mobilisations sont faites auprès des marabouts, fétiches et autres catégories pour la réussite du projet migratoire. Cet intérêt porté sur le domaine des représentations mystico-religieuses n'est pas fortuit car plusieurs acteurs de de la migration s'y référent et fondent certaines de leurs décisions, de leurs attitudes et de leurs comportements à partir de leurs croyances. On se pose donc les questions sur la place des

croyances et des pratiques mystiques dans la décision migratoire ? Quelles sont leur poids effectif dans la décision finale ?
Consulter un marabout ou aller voir un fétichiste sont aujourd'hui des pratiques avérées dans la migration clandestine. Ces pratiques concernent le migrant ainsi que sa famille mais aussi le passeur et l'intermédiaire, depuis que l'activité de la migration clandestine a été criminalisée par les lois. Conscients des dangers réels qui entourent la migration clandestine, migrants, passeurs et intermédiaires cherchent à « forcer le destin » en mettant tout en œuvre matériellement et spirituellement pour éviter l'expulsion, le rapatriement, le kidnapping, le naufrage, l'arrestation et autres méfaits synonymes de perte d'argent et de désillusion du migrant voire même de la famille qui s'est mobilisée. En effet, même si de plus en plus des cas de mobilisations strictement individuelles sont à l'œuvre et sont observées, la réalité de mon terrain d'étude a révélé que les mobilisations de type plus large, incluant beaucoup d'individus de la parenté continuent encore à soutenir les départs migratoires. Ce qui me permet de dire que le marabout et le fétichiste sont des acteurs passifs de l'industrie de la migration.
Âgé de 20 ans et vivant dans le village de Touba Sankoung, profession cultivateur, ce potentiel migrant raconte :

> « *Les ressources que je mobilise sont l'argent que j'ai déjà commencé à économiser depuis. Mais, surtout un migrant retourné qui me donne des conseils concernant la route et qui m'explique les dangers qui sont sur la route, le parcours et le chemin et les étapes ou zones de transit les plus dangereuses. Ce voyage peut causer des pertes humaines, des pertes matérielles, des tortures, des maladies. Il y a aussi des difficultés et des risques sur la route mais pour moi le destin, personne ne peut l'échapper puisque même en restant au Sénégal la personne peut les rencontrer. Enfin, j'ai une représentation positive de la migration que je veux effectuer puis que j'ai fait presque toutes mes démarches et mon marabout m'a assuré le voyage, j'ai un accord venant de mes parents et j'ai l'engagement et aussi la bénédiction de partir….* ».

Nous avons d'ailleurs observé que dans le cas de certains migrants qui ont été rapatriés, ils s'expliquent la cause principalement de cet échec au fait que les parents n'ont pas donné un accord au voyage ou tout au moins le potentiel migrant a caché son intention de voyager à ses géniteurs. En des termes simples, il est parti sans la bénédiction de ses parents. Âgé de 19 ans et habitant le quartier de Vélingara Fulbé, commerçant ambulant de son état et migrant rapatrié, il justifie l'acte en ces termes :

> « *Tous les marabouts que j'ai eu à voir m'ont dit presque la même chose, que le voyage était clair et j'ai toutes les chances de réussir. Voilà sincèrement pourquoi je n'ai pas averti mes parents avant de partir. J'ai sous-estimé leurs bénédictions….* ».

Relance de l'enquêteur : « *C'est donc pour ça que vous avez échoué* ? ».
Il répond : « *Si j'avais à le refaire, mes parents seront les premiers à être informés et dans mes mains j'aurais reçu les crachats de leurs bénédictions….* »

La bénédiction des parents est une phase que l'on peut qualifier d'essentielle pour le potentiel migrant qui se lance dans l'aventure migratoire. D'ailleurs, il est communément répandu dans les représentations populaires au Sénégal qu'il faut d'abord avoir les prières de ses géniteurs avant d'aller voir le marabout, le fétichiste ou bien le voyant. Aussi, c'est généralement ces mêmes géniteurs qui tracent les voies de la consultation vers les marabouts, les voyants et autres fétichistes comme l'évoque ce potentiel migrant, en préparation de son voyage, qui sur les conseils de son père est parti de Médina Yoro Fulla à Ntéboulou dans la région de Tambacounda, soit environ une centaine de kilomètres pour aller voir un marabout. Il raconte

: « Il (marabout) était pessimiste. Il avait vu beaucoup de souffrances. Il m'a vu assis auprès du puits de la maison. Il m'avait dit que la première fois ne sera pas la bonne. Il n'a pas voulu prendre ne serait-ce 1 franc de mon argent ». Un autre migrant rapatrié de 48 ans, paysans raconte :

> « *Oui effectivement j'avais financé auprès des fétiches, voyances, des rites voire des sacrifices à une valeur de 200000francs. Je l'ai fait parce que ça fait partie de nos croyances en tant qu'africain. Et ce sont les parents même qui nous conseillent d'aller voir les marabouts avant d'effectuer un voyage » ... « Nous sommes des africains et nous croyons en ça. Tout africain, même musulman qui te dit ne pas croire à ça se trompe. Il y a plusieurs manières de faire les actes divinatoires. Il y a certains que j'ai rencontrés et ils ont travaillé avec des cauris et m'ont dits les sacrifices à faire. D'autres ont pris le nom de ma mère et ont fait des prières le soir, lorsque tout le monde est couché. Ensuite, il te dit ce que tu as faire comme offrandes. Partout ailleurs où je suis passé, ils m'ont dit que le voyage ne sera pas du tout facile. Ils m'ont dit beaucoup d'autres choses comme par exemple de tenir secret le projet de voyage et d'en parler qu'à des personnes très proches. Je crois qu'il y a des personnes qui ont expliqué mon projet. Je ne sais pas, seul Dieu sait* »

Lorsque le migrant ou la famille se mobilisent, c'est d'abord pour conjurer tous mauvais sorts qui empêcheraient un échec. Ici, l'échec ce n'est pas le temps d'attente pour trouver un passeur mais c'est plutôt le rapatriement ou bien l'accident maritime ou terrestre à caractère mortel. Les risques sont connues comme les captivités en Lybie, les rackets, etc… encourus par les migrants. Il y a une prise de conscience des dangers mortels et des risques de rapatriement, qui si toutefois ça arriverait, ceci qui annihilerait l'ensemble des efforts entrepris et surtout la perte de la masse financière engagée pour la réussite du voyage. Pour rappel, nos estimations nous montrent qu'en moyenne les sommes engagées varient entre 900000 francs et 1500000 francs. Généralement, la masse financière devant prendre en charge le voyage est regroupée au bout d'un ou de deux ans d'efforts intenses par le migrant et sa famille (Gueye 2014, Ngom 2016) et elle passe par des privations matérielles et des « usages de soi » particulièrement dispendieux, pouvant même aller jusqu'à l'adoption d'activités illicites comme l'exploitation de la forêt.

Il n y a pas que le migrant et sa famille qui s'adonnent aux pratiques mystiques dans la migration clandestine. Pratiquement, c'est l'ensemble des acteurs de l'industrie de la migration qui usent de la pratique comme le passeur et le convoyeur depuis que l'activité a été criminalisée, comme le raconte ce passeur du village de Dianel âgé de 33 ans :

> « … *Pour vous parler franchement, avant que je ne m'engage auprès d'une personne, je fais faire des « listakhars » (pratiques musulmanes de divination) chez le marabout et à l'issue du « listakhar » je donne ma réponse au potentiel migrant pour aider ou ne pas aider. Même lorsque j'ai confiance à la personne, je ne peux pas exclure le « listakhar* » ».

Les mobilisations auprès des marabouts, des voyants et autres fétichistes engagent beaucoup les femmes. Ces dernières sont souvent des mamans, des sœurs, des fiancées, voire même des épouses du potentiel migrant. Elles se mobilisent pour chercher à « forcer le destin », entendu ici, par une arrivée à bon port du migrant, c'est à dire sain et sauf. Lorsqu'elles s'investissent, ces femmes peuvent parcourir des distances insoupçonnées. Ainsi, a – t –on observé que lorsque le voyage est accepté par la famille, les investigations pour trouver des bons marabouts, des bons voyants et fétichistes sont engagées généralement par la maman, la fiancée et les sœurs du potentiels migrants. Cette activité nécessite de l'argent et sont souvent

prises en charge soit par les femmes elles-mêmes ou bien par l'ensemble de la famille. Femme domestique au foyer et mère d'un migrant, âgée d'environ 60 ans, Sona raconte :

> « *Aucune maman digne ne saurait laisser partir son enfant dans les conditions qu'on raconte à la radio sans prendre des précautions de mère. C'est vrai, seul Dieu tue, mais une mère ne peut rester immobile à regarder son enfant aller vers la mort sans réagir* ».

Hawa, a juste consommé son mariage il y a deux mois et son mari est parti. Elle partage son temps dorénavant entre les travaux domestiques et les consultations de marabout pour la réussite du voyage. Elle, ainsi que sa belle-mère sont constamment en mobilisation. Sitôt qu'on leur informe sur un voyant ou un marabout, elles y vont. Pour Hawa, son investissement à aller voir les fétichistes et autres types de voyants, elle se l'explique par les représentations sociales, car s'il y a échec de la migration de son mari, elle portera elle-même une part de cet échec, car dira-t-on dans son entourage, qu'elle porte la poisse et elle l'a porté à son mari. Ceci peut être grave de conséquences pour la suite de sa vie au village. Elle risque la stigmatisation des autres et probablement elle portera longtemps cette charge.
Lorsque l'on interroge aussi le dispositif mis en place pour faciliter le voyage, la famille y tient un rôle non négligeable et il apparaît très logique de chercher protection pour le migrant. En effet, des biens comme la terre sont vendus, des vaches sont cédées et certains ont même augmenté leur temps de travail agricole en produisant plus pour avoir un peu plus d'argent à mettre à la disposition du migrant en partance. Il y a alors nécessité que cette somme investie rapporte, ce qui dicte la démarche vers les marabouts, les fétichistes et les voyants. Ce qui justifie également des offrandes, des charités et tant d'autres choses à faire pour faciliter la réussite du voyage du migrant.

VI.3. GÉNÉRATION « HEUREUSE » ET GÉNÉRATION « MAUDITE » DE LA MIGRATION

Dès les années 1960, considérées comme le début véritable de l'émigration des sénégalais, il a été montré l'existence d'une stratégie dominante consistant à remplacer les générations en émigration. Ce processus, décrit sous le terme de "noria" a, selon J. Barou (1978), participé à la perpétuation de l'existence des communautés rurales. Les travaux existants nous apprennent que grâce à l'aide et au soutien de la famille ou des amis, des hommes jeunes et célibataires parvenaient à émigrer. Ne pouvant financer ni les coûts de leurs périples migratoires, ni leur installation en pays d'accueil, ces hommes étaient généralement pris en charge par la parenté. On sait aussi avec les travaux de S. Bredeloup (1992), que les départs et les installations de nouveaux émigrés élargissaient d'une manière symbolique la frontière du village et favorisaient la constitution de réseaux villageois dans les pays d'accueil. On retiendra ainsi que les communautés ont de tous les temps participés à l'émigration des uns et des autres. Ce format est encore d'actualité car il n'est pas complétement disparu.

Pour des raisons méthodologiques, dans cette étude nous distinguons deux générations de migrants que nous désignerons comme la génération des aînés et la génération des jeunes. Ce découpage est assez proche de celui auquel opère M. Timéra (1996). Ce qui importe en effet dans cette prise en compte des "générations", ce n'est pas seulement la différence d'âge et ce qu'elle implique de relations entre "jeunes " et "vieux". C'est aussi de considérer ces deux classes comme des *"générations sociales"*, des collectifs de contemporains qui doivent, au sein d'une communauté donnée, leur identité spécifique au fait d'avoir été socialisés, et d'avoir vécu "*leurs expériences primordiales*" (K. Manheim 1928) dans un contexte socio-historique qui leur est propre. Saisir un contexte historique, une classe d'âge comme une génération

sociale, c'est voir en elle *"une communauté de dispositions"* (Terrail, 1995), dispositions formées dans un état donné, historiquement spécifié, de la structure sociale.

Dans la population enquêtée, les aînés ont passé toute leur jeunesse avant les années 1960, ils avaient entre 20 et 30 ans au moment des indépendances. Cette génération n'a pas connu les pires brimades de la colonisation et c'est elle qui ouvre les chemins de la migration vers la France. Elle a bénéficié des conditions de recrutements favorables, car la France avait besoin de sa présence. C'est une génération "*heureuse*" dans la migration contrairement à la génération d'après les indépendances qui n'a pas bénéficié de ces avantages. Les membres e cette dernière, les *"jeunes"* de ma population sont confrontés à la crise de l'emploi et à la fermeture des frontières.

Enfin, en plus du sentiment de partager un événement commun, la génération participe à la transformation des rapports sociaux qui définissaient les régimes biographiques dans la période précédant l'événement, par un mécanisme consistant à exploiter le champ des possibles existentiels.

La première génération ainsi désignée est née dans les années 1930-1940 et, elle est arrivée en France et en Europe majoritairement dans les années 1960. Quant à la deuxième génération, elle est composée d'individus nés à partir des années 1950. La scolarisation dans cette génération, pour certains était plus ou moins poussée, tout au moins à un niveau équivalent au certificat d'étude, brevet, etc. Tandis que pour les autres, débutée au village, le manque de moyens tant financiers que matériels ne leur a pas permis d'achever leur cycle d'études. Plus tard, toujours dans cette deuxième génération, viendrons des immigrés avec un niveau équivalent au bac. Dans cette génération, les itinéraires et les expériences sont variées.

Le projet migratoire et sa mise en œuvre s'est toujours fait dans la légalité, tout au moins concernant cette génération dite de la première heure. Mieux, au niveau de cette génération, il y avait la possibilité, comme le rappelle les travaux de certains auteurs de se faire remplacer dans la migration par le fils aîné, le neveu, etc…, les accords bilatéraux entre pays notamment entre la France et ses anciennes colonies comme le Sénégal, le Mali et la Mauritanie prenaient en charge ce dispositif. A ce sujet, ce vieux, ancien migrant de retour définitif, âgé un peu plus de 71 ans, raconte :

> « *Ce phénomène existe ailleurs comme chez les soninké et c'est bel et bien une réalité dans la migration. Il y a plusieurs personnes qui sont partis en migration grâce à leurs parents. On peut voir un parent migrant qui a duré longtemps en Europe et finir par amener ses enfants pour les remplacer. Mais, aujourd'hui, c'est un cas très rare ici car l'Europe ne veut plus de nous. Dans les familles de migrants que je connaisse, ce n'est plus le cas. Il n'y a pas un de ces migrants dont les parents ont un passé migratoire. Tous ces migrants ne sont pas partis de la même période. Mais ils sont tous partis avant l'avènement de la migration clandestine (via les pirogues). Si je ne me trompe pas, ils ont tous pris la voie légale*. »

Il convient de noter que dans les familles étiquetées comme familles de migrants, c'est-à-dire les familles dans lesquelles la migration est un phénomène qui a eu cours depuis très longtemps, rares sont les cas de migrations clandestines recensées. En effet, dans ces types de familles, le dispositif de migration mis en place est un dispositif légal qui consiste à s'appuyer sur l'obtention de papiers légaux à partir de la présence d'un membre de la première génération. Ceci est loin d'être le cas lorsque c'est une famille que nous appelons la famille « *néo-migrante* », considérée ici comme des familles dans laquelle le phénomène migratoire

est très récent. Dans ce cas, l'absence de membres de la famille en émigration combinée avec la difficultés d'obtention des visas les conduisent à mener des formes de mobilisations spécifiques pour soutenir la migration clandestine d'un des leurs. Sous ce rapport, nous avons deux témoignages de potentiels migrants. Le premier, a des frères installés depuis longtemps en France. Il s'apprête à les rejoindre. S'il n'est pas encore parti, c'est parce que tout simplement, ses frères qui sont en France l'ont demandé d'attendre la fin de l'épidémie de Covid 19. Il explique son prochain départ en ces termes :

> *« Le plus ancien migrant de la famille a fait plus de vingt ans à l'étranger, voire même trente ans. Il y vit avec sa petite famille mais vient souvent au Sénégal. Il s'est marié à une sénégalaise qui a fini par le rejoindre en France. C'est cette même personne qui a aidé mes autres frères à partir en migration aussi. Je veux dire mon petit frère et ma petite sœur qui étudient désormais en France, il y a de cela quelques années maintenant. Mon grand frère était le seul migrant de la famille. C'est après avoir fait plusieurs années en France qu'il a décidé d'amener les autres pour qu'ils puissent continuer leurs études supérieures. Ces derniers sont partis il y a environ 3 ans ou 4 ans mais pas ensemble. La fille est parti une année avant l'autre. Moi, (tout en exhibant son passeport) je partirai après la fin du Corona Virus* ».

Alors que l'autre potentiel migrant, pour tout document administratif, il n'a que sa carte d'identité, dont il soutient qu'il est même prêt à la déchirer pour éviter tout rapatriement au Sénégal. Il a déjà tracé son itinéraire qui lui mènera à Bamako, Niger et la Lybie. Il a déjà établi des contacts avec des amis qui lui ont retracé tout le parcours et l'ont même recommandé à des connaissances selon les différentes étapes de son voyage. Il est conducteur de moto *jakarta* et est très influent dans la corporation. Ils ont mis en place une tontine qui a servi déjà à personnes de partir en émigration. Il nous dira dans l'entretien :

> *« Je n'ai personne de ma famille qui est déjà en Europe pour m'aider. Pourtant, il faut bien que je trouve un bon travaille pour reconstruire la maison de mes parents, soutenir mon père. J'ai toujours très mal quand je le vois revenir des champs. Dieu merci, aujourd'hui, j'ai travaillé jusqu'à avoir deux motos jakarta. L'une, je l'ai confié à mon beau-frère, mon cousin, si je pars, avec le versement il va s'occuper de mes parents* »

Le dispositif de la migration trouve ici des variations significatives selon les générations. En effet, lorsque dans la famille considérée, il y existe une longue tradition migratoire, les risques de voyages clandestins par voie et terrestres sont moins importants contrairement aux familles dans lesquelles la migration est encore un phénomène embryonnaire.

Les familles, notamment celles sans migrants se donnent des moyens pour ne pas perdre l'investissement qui a prévalu pour le départ migratoire d'un des leurs. La fréquentation des « hommes de l'ombre » est un dispositif sur lequel elles s'appuient tout en exploitant d'autres perspectives comme les émissions radiophoniques et d'autres causeries censées stopper la migration clandestine.

VI.4. ÉMISSIONS RADIOPHONIQUES ET « CAUSERIES » AUX OBJECTIFS DÉVIÉS

L'émigration clandestine au départ de la Casamance a causé beaucoup de désastres au point qu'aujourd'hui toutes les radios communautaires y consacrent des émissions sur la question de la migration clandestine et les risques y afférents. Ces émissions sont sponsorisées pour une large partie par l'État du Sénégal et par des Organisations internationales comme l'OIM

et sont exécutées par des ONG locales et le mouvement associatif. Parallèlement, des séances de sensibilisation appelées « **causeries** » sont aussi organisées au niveau des communautés villageoises. L'objectif de ces initiatives est non seulement une occasion de donner la voix aux communautés touchées par la migration irrégulière mais aussi c'est une manière d'appeler les communautés à maintenir leurs fils.

Le principe de ces émissions consiste à inviter un « expert » de la migration tout en ouvrant l'antenne aux auditeurs qui peuvent intervenir non pas pour poser des questions mais plutôt pour renforcer, étayer et au demeurant aller en profondeur pour consolider les arguments de « l'expert » invité.

Majoritairement, les intervenants à ses émissions ont été des migrants rapatriés de la Lybie, du Niger, etc., suite à des blessures lors de l'aventure migratoire ou suite à une longue période d'errance. Parfois, ce sont des parents désemparés, restés un long moment sans avoir des nouvelles d'un fils parti, qui appellent pour demander des nouvelles, le désarroi perceptible à la voix. Lorsque l'on s'intéresse à ces émissions radiophoniques, il apparaît que contrairement aux objectifs visés qui sont entre autres la sensibilisation sur les dangers de la route et de la mer et un arrêt de la migration clandestine, elles servent plutôt à la prise de l'information sur les meilleures stratégies à mettre en place pour éviter les dangers et les obstacles qui peuvent se traduire par des rapatriements. C'est le cas de ce potentiel migrant, en préparation de son voyage, ne pense pas à se faire un passeport et ne se pose pas de questions sur les démarches pour l'obtention du visa Schengen. Mais, au contraire, chaque soir, il reste accroché à son poste radio à écouter les témoignages de migrants rapatriés de la route, en relevant attentivement les trajets empruntés, les noms des ghettos (lieux d'habitation provisoire des migrants en attendant une hypothétique traversée) dans les villes qu'il aura à traverser. Lui, et tant d'autres potentiels migrants rencontrés s'adonnent à cette pratique, montrant ainsi que le migrant est généralement inscrit dans une recherche active de prise de l'information avant son départ. Par ailleurs, ce nouveau comportement observable aujourd'hui chez les potentiels migrant traduit une forme de désaffiliation vers les administrations consulaires, notamment celle chargée d'étudier l'éligibilité des demandes de visas. Peut-il en être autrement lorsque les migrants rapatriés pour certains racontent les différentes tentatives qu'ils ont eu à mener pour l'obtention d'un visa pour l'Espagne, la France ou l'Italie ?

La prise de l'information sur la migration clandestine est faite par la famille réunie autour du poste radio pour chercher à décrypter les témoignages de migrant rapatriés ou de retour. Impliqué pour le voyage de son fils, ce père d'une famille de dix-sept personnes, qui après deux ans d'efforts pour réunir l'argent devant servir à l'émigration de son fils, nous répond en ces termes concernant l'utilité des émissions radiophoniques de sensibilisation contre la migration clandestine :

> « *Oui, d'abord ça été utile pour moi-même, car lorsqu'il a discuté pour la première fois de son projet de migrer pour nous soutenir, j'ai commencé aussi à écouter les émissions sur la migration à la radio communautaire. Un jour, il y a un monsieur qui a été invité et c'est un migrant qui est revenu, c'est le gouvernement qui l'a amené parce qu'il était en prison en Lybie. Ce jour-là, après l'émission, j'ai compris que sur la route il y a des intermédiaires, des chauffeurs, des policiers, des points de passage. J'ai surtout retenu que le succès du voyage dépend de l'honnêteté du passeur. Le monsieur migrant de la radio a bien expliqué que si le passeur est honnête, le voyage va réussir* ».

Il y a, pour ainsi dire une sorte d'apprentissage et une appropriation de l'espace et des termes liés à la migration comme le révèle cet extrait d'entretien. En effet, supposée être une migration clandestine et en conséquence comportant des risques de voir le projet échoué, les potentiels migrants s'appuient sur ces émissions radiophoniques et sur les séances de « *causeries* » ainsi que sur des migrants qui sont déjà partis pour pré identifier leur parcours migratoire. De sexe masculine et âgé de 23 ans, ce potentiel migrant envisage son parcours migratoire comme un parcours qui sera difficile et dit :

> « *Déjà en écoutant la radio, j'ai compris que le trajet par le Burkina est le plus cher. Moi, je vais passer par Agades et mon ami qui est déjà parti, avec qui je suis en contact est aussi passé par là*».

Un autre migrant, âgé seulement de 20 ans et cultivateur de son états nous rapporte dans un long extrait d'entretien comment il combine les voyances « des hommes de l'ombre » et l'écoute assidue des émissions radiophoniques en ces termes :

> *« Les ressources que je mobilise sont l'argent que j'ai déjà commencé à économiser depuis et j'ai les témoignages à la radio. Mais, surtout un migrant retourné qui me donne des conseils concernant la route et qui m'explique les dangers qui sont sur la route, le parcours et le chemin et les étapes ou zones de transit les plus dangereuses. Avec lui, je sais à peu près comment faire grâce à ses conseils. Je partirai par la Lybie en passant par Bamako, Niger et après la Lybie. Je sais, il m'a dit qu'il y a des points de passage et on paye pour passer et surtout de ne pas me décourager car la route est dure et est terrible avec des morts et un désert qui ne finit jamais. À part mon ami qui me donne des conseils, certains membres de ma famille sont prêts à me soutenir financièrement. Ils ont apprécié mon projet puisqu'ils voient de manière positive car ils savent que je suis un peu celui qui va se sacrifier pour l'honneur de la famille. Si je réussi au moins la famille pourra vivre une vie d'êtres humains. Vous savez, vous vous levez le matin et vous voyez votre neveu, votre sœur et surtout votre papa malade et que vous n'êtes même pas capable de lui acheter des médicaments, vous vous dites ça c'est de la pauvreté extrême. Pour se soigner, on a comme recours les écorces et les feuilles des arbres en forêt. C'est aussi ça la pauvreté. Je sais que ça va être difficile, ça je le sais d'avance car toutes les histoires montrent que c'est difficile. Les émissions à la radio aussi, je sais que ça ne va pas être facile. Ce voyage peut causer des pertes humaines, des pertes matérielles, des tortures, des maladies. Il y a aussi des difficultés et des risques sur la route mais pour moi le destin, personne ne peut l'échapper puisque même en restant au Sénégal la personne peut les rencontrer. Enfin, j'ai une représentation positive de la migration que je veux effectuer puis que j'ai fait presque toutes mes démarches et mon marabout m'a assuré le voyage, j'ai un accord venant de mes parents et j'ai l'engagement et aussi la bénédiction de partir. J'ai déjà le secret de la route parce que j'ai des informations concernant les difficultés, les pertes, et les dangers. Je vais prendre une partie de mon argent et le reste je laisse ça ici, là où j'ai le besoin de l'argent, j'appelle mes parents pour qu'ils puisent m'envoyer. Aussi il ne faut pas se comporter comme quelqu'un qui a de l'argent sur la route. Il faut faire tout ce que les policiers vous demandent de faire, être méfiant des gens qui se comportent comme ceux qui cherchent à vous aider ».*

Les émissions radiophoniques ainsi que les séances de « causeries » combinées avec le soutien d'un migrant déjà parti prédéfinissent ainsi chez beaucoup de migrant potentiel le trajet à emprunter mais aussi les comportements à avoir tout le long du voyage.

Globalement, ces émissions radiophoniques révèlent que le dispositif préventif mis en place pour décourager les potentiels migrants par la voie clandestine semble ignoré est détourné de son objectif par la cible. C. Canut et A. Sow (2014) abordant ces types de production avaient déjà montré que la subordination de la recherche à des éléments externes comme « *la réalisation d'un film documentaire avec des financements européens ou l'enregistrement d'un album en Europe ne suppose pas les mêmes questionnements et la même conception de la migration qu'une œuvre conçue par un Africain qui ne peut pas aller à l'extérieur* ». Lorsque l'on s'intéresse aux animateurs des séances de « causerie », l'analyse d'A. Pian (2010) du comportement ambiguë fait surface car, « *en s'engageant dans des campagnes de sensibilisation et de lutte contre l'immigration clandestine, les jeunes refoulés acceptent de promouvoir les discours politiques moralisateurs et développementalistes du gouvernement…— tout en prétendant en aparté qu'ils n'y croient pas* ». Dans le cas de notre population d'étude, il y a un échec de ses émissions radiophoniques est la cause est à rechercher dans la méfiance des populations qui perçoivent les sponsors et les promoteurs de ces émissions (ONG internationale, État) comme des institutions non « neutres » qui cherchent tout simplement pour des intérêts qui leurs sont propres à « bloquer la misère ici ». D'ailleurs, dans ces mêmes émissions, beaucoup de rapatriés des routes de la migration n'ont cessé de dénoncer en direct les promesses non tenues de financement. De la même manière, lors des causeries villageoises, des migrants rapatriés reviennent avec force sur ce qu'ils appellent le « mensonge » des institutions et accusent l'État du Sénégal et ses partenaires financiers comme l'OIM d'avoir trahi leur confiance, car à la place du financement promis, ils disent recevoir que des propositions de formation de la part de ces institutions.

VI.5. COMPRENDRE LES PRISES DE RISQUES

Lorsque la presse nationale et internationale convoque à la une de ses titres les noyades, les morts dans le désert, l'esclavage dans les zones de transit et tant d'autres souffrances, la question de la conscience fait surface. En des termes simples, on se pose la question ci : « *ont-ils conscience des dangers que renferment cette émigration* ? ».

Ce questionnement paraît légitime et se fonde sur les récits de migrants rescapés du désert et de la mer. Des témoignages poignants qui frisent la fiction sont racontés comme les situations indignes d'abandons de migrants en plein désert, sans eaux, pieds nus. Des témoignages rapportent que des migrants délirants dans des pirogues de fortune sont jetés à l'eau. Des migrants recueillis sur les routes du désert manifestent des crises de démence, etc. la migration irrégulière, sous sa forme actuelle présente un lot de litanies macabres qui n'honore point l'humain et la condition humaine.

Dans son acceptation sociologique, telle théorisée par E. Durkheim, la conscience est une notion qui se rapporte aux croyances, aux comportements, et aux objets mentaux partagés par les membres d'une collectivité. Globalement, la conscience désigne l'ensemble des valeurs communes au sein d'un groupe social, et Durkheim distingue ainsi une conscience collective et une conscience individuelle. La conscience collective fonctionne comme une force séparée par rapport à la conscience individuelle, qu'elle domine généralement. La conscience collective pèse plus ou moins lourd sur les individus selon le type de société, rappelle Durkheim et surtout affecte nos représentations collectives.

Le concept de représentation collective désigne, sous la plume de Durkheim, des façons communes de perception et de connaissance bien distinctes des représentations individuelles, qui recèlent « *un savoir qui dépasse celui de l'individu moyen* », comme il l'écrit dans son

livre, intitulé « **Les Formes élémentaires de la vie religieuse** » (1912). Produits de la société, constituant en quelque sorte la matière de la conscience collective, elles sont ce qui permet aux hommes de vivre en commun, de voir et comprendre ensemble, sans être réduits, comme les animaux, à vivre selon les seules perceptions individuelles. Les notions de « *nation* » ou de « *personne* », par exemple, font sens pour l'individu parce qu'elles sont chargées d'un passé et d'un savoir qu'il ne peut épuiser. Si chacun y met ce que sa propre expérience lui a enseigné et en partage avec les autres les apports cognitifs, c'est en vertu de la stabilité et de l'immuabilité dont ces représentations collectives sont empreintes.

La conscience individuelle, on la possède tous de manière intrinsèque alors que concernant la conscience collective, l'analyse de la conscience individuelle est insuffisante. Il faut donc tenir compte de l'existence des notions et valeurs communes à toutes les consciences d'un groupe ou d'une société. Durkheim, dira que « *l'ensemble des croyances et des sentiments communs à la moyenne des membres d'une même société forme un système déterminé qui a sa vie propre ; on peut l'appeler la conscience collective ou commune. Sans doute, elle n'a pas pour substrat un organe unique ; elle est, par définition, diffuse dans toute l'étendue de la société ; mais elle n'en a pas moins des caractères spécifiques qui en font une réalité distincte. En effet, elle est indépendante des conditions particulières où les individus se trouvent placés ; ils passent, et elle reste. (...) De même, elle ne change pas à chaque génération, mais elle relie au contraire les unes aux autres les générations successives. Elle est donc tout autre chose que les consciences particulières, quoiqu'elle ne soit réalisée que chez les individus. Elle est le type psychique de la société, type qui a ses propriétés, ses conditions d'existence, son mode de développement, tout comme les types individuels, quoique d'une autre manière* ».

Les valeurs communes, sous-tendues par une conscience collective semblent légitimer la migration avec comme crédo « *réussir à tout prix* » pour satisfaire des formes de demandes sociales et collectives. En effet, dans les zones enquêtées, il est apparu tout le long des entretiens, et concernant surtout les potentiels migrants ainsi que les migrants rapatriés, que la réussite pour une reconnaissance collective était le fondement de leur émigration. Déjà, pendant l'époque coloniale, la migration apportait une réponse effective aux besoins matériels et objectifs à travers le soutien aux parents et à la communauté, la participation au paiement de l'impôt colonial, le paiement de la dot, etc., le migrant va acquérir un prestige et un regard valorisant est porté sur sa personne. Dorénavant, son statut de migrant l'élève à un statut social enviable vis-à-vis de sa famille et de sa communauté (C. Quiminal, 1991). Il est chanté par les laudateurs, griots et ses hauts faits sociaux sont toujours rappelés. Ce qui lui confère un statut de prestige.

Il apparaît nettement que le partage des ressources et la solidarité envers le groupe élèvent le migrant et lui offre des places essentielles à occuper dans sa société, consolidés par une croyance qui dit que la réussite sociale d'une personne se mesure à la quantité de biens mise à la disposition des siens. Ceci est rappelé par S. Yatéra (1996) en ces termes : « *Il nous semble important de rappeler que, dans l'idéologie et l'imaginaire, le respect de ses devoirs envers la famille conditionne la réussite individuelle, même s'il ne la détermine pas* ». De la sorte, cette croyance véhiculée par la société essaie de détourner les comportements individuels et opportunistes de l'utilisation des revenus au profit de comportements solidaires envers la famille et la communauté. Cette croyance s'adresse à tout fils de la communauté, quel que soit sa position dans l'espace (immigré ou non immigré). Parallèlement, une autre croyance sociale très forte dit que la réussite sociale ne peut être atteinte sans une bénédiction de ses parents. Celle-ci se mérite ; il faut en tant que fils, manifester une volonté d'aider ses géniteurs.

Dans le domaine spécifique de la migration, pour donner davantage de poids à cette norme de comportement collective, la communauté accorde beaucoup d'importance aux actions accomplies par les immigrés qui s'investissent pour le bien-être de la communauté villageoise. Ces actions sont relatées à vive voix, surtout lorsqu'elles sont bénéfiques pour le groupe. D'une manière tacite, un pacte social semble ainsi scellé entre l'autorité parentale et traditionnelle et les immigrés. Aux derniers, on leur rappellera en permanence que leur réussite passe par la bénédiction des parents et des chefs coutumiers, tels que l'imam, etc. L'intériorisation de ce pacte est le fruit d'une socialisation, entretenue constamment par les institutions. A ce titre, dans les villages de départ, après la prière du vendredi dite la grande prière, l'imam demande toujours à ce que des prières soient faites pour les immigrés, afin que là-bas, en terre d'immigration qu'ils rencontrent le bonheur et la prospérité.

Une coutume fortement ancrée voudrait que les fils soient socialisés pour entreprendre des sacrifices suprêmes pour le bien-être de leurs parents. De ce fait, ils cherchent à élever leur famille à un rang honorable. Mais, les conditions concrètes de l'environnement écologique et économique constituent une barrière à ces désirs. Ainsi, l'émigration notamment clandestine se présente souvent comme la seule alternative de réussite pour les jeunes. La migration irrégulière devient de la sorte une norme dans la zone d'étude en raison des difficultés d'obtention de visas pour l'Europe.

La migration est apportée comme une réponse pratique, car elle est perçue dans les imaginaires populaires comme étant un phénomène « *certain* » qui permet de gagner de l'argent et ainsi transformer sa vie et celle de sa famille. Sont alors élaborées des stratégies migratoires qui sous-tendent les départs et D. Gueye (1999) qui met en relief le fait que face à des conditions de pauvreté sévères, plusieurs acteurs (familles, communautés, amis, etc…) se mobilisaient pour soutenir et rendre possible les ambitions migratoires des uns et des autres sous forme de prêt ou de don selon le degré des liens familiaux. Au niveau des familles d'énormes efforts sont engagés pour soutenir la migration des leurs.

Les données recueillies de l'enquête de terrain ne nous autorisent pas à dire qu'il y a une **Ignorance** des dangers de la migration clandestine sous sa forme actuelle. Au contraire, les migrants ainsi que la communauté ont une haute conscience de ces dangers mais malheureusement ils ne peuvent comprendre avec exactitude les souffrances liées à la migration clandestine. On dira avec Sheridan (2009) qu'ici comme ailleurs, les migrants savaient très bien que ce qu'ils faisaient été potentiellement dangereux. Seule, une petite minorité n'étaient apparemment pas conscients des dangers qui les attendaient, mais ils semblent être une petite minorité. Enfin, lorsque toute une communauté se mobilise d'une manière mystique pour la réussite de l'aventure migratoire, la peur n'a plus sa place d'être.

Mieux, avant le départ, beaucoup de migrants refusent b de réfléchir ou de poser des questions sur les conséquences négatives comme l'échec et le rapatriement. Plutôt, toutes leurs énergies psychiques et leurs forces sont tournées vers une hypothétique possibilités de vie meilleure en Europe. Un tel comportement est un mécanisme de défense psychologique compréhensible, ol l'appellera **l'Évitement**.

Cet évitement donne du **Courage**, **Réalisme et Foi**. Dans le premier cas, ils se disent qu'ils ont le devoir de s'extirper à un destin jugé probable de vie misérable et de non reconnaissance par leur communauté, donc il faut s'en échapper pour ne pas avoir une vie « *passive et monotone* ». Ainsi, risquer un voyage en Europe est perçu comme un signe de détermination

et de responsabilité envers soi-même et envers sa famille. Le fait que cela demande du courage ne le rend pas moins admirable. Le Réalisme, renvoi ici aux réussites antérieures. « *Si d'autres avant moi ont pu le réussir, pourquoi pas moi ?* ». Les migrants potentiels étaient conscients que de nombreux autres avaient fait face aux dangers, avaient réussi et avaient réussi à améliorer la vie de leurs familles. Compte tenu de la probabilité de résultats différents, prendre le risque était un choix rationnel. Enfin, la foi, largement relaté dans le rapport peut se résumer autour de la citation de de Hernández-Carretero et Carling (2012) «*si vous avez peur, alors vous ne croyez pas en Dieu*». La croyance particulière que l'heure de la mort est prédéterminée à la naissance rendrait la peur de mourir lors du voyage en Espagne sans importance.

Stigmatisation du retourne, perçue avant tout comme un anéantissement de tous les efforts engagés par la famille et les proches du migrant pèse sur le migrant de retour forcé car, comme rappelé, sous son apparence individuelle, la migration met en contribution un ensemble d'acteurs qui concourent à la rendre possible. Ainsi, après tant d'efforts financiers engagés pour la réussite de la migration, un retour forcé s'avère comme un échec. Les discours en ce sens montrent soit une forme de résignation du migrant ou bien une tentative de repartir. Dans tous les cas, lorsque le retour est forcé, le migrant s'inscrit dans une démarche de réintégration dans sa propre société.

Lorsque le retour est un échec, il y a une absence de **Témoignage sur la réalisation** du migrant et en conséquence une forme de non reconnaissance par la famille et par l'environnement social du migrant de sa bravoure et de son courage. L'absence de témoignage est un indicateur social très fort de l'échec du retour.

Les risques que renferment la migration clandestine par voies terrestres et par voies navigables sont minimisés. Il y a ainsi une **Discréditation** des informations sur les dangers de la migration données par les de sources des agences nationales, des ONG et des campagnes gouvernementales. Certains migrants potentiels ont discrédité les informations en invoquant le programme des gouvernements visant à dissuader les gens d'embarquer. Cette discréditation est d'autant plus tenaces lorsque l'on sait que des institutions comme l'Union Européenne ont mis beaucoup d'argent pour la lutte contre la migration clandestine et que malheureusement les populations cibles ne s'en retrouvent pas.

D'autres, loin de discréditer les informations médiatiques reçues le minimisent et se hissent à une forme de **Distinction**. D'une manière explicite, ils reconnaissent que les risques sont réels, mais cherchent à se distinguer aux yeux de la communauté en soulignant qu'ils existent des dangers pire que le voyage terrestre ou maritime et surtout mettent en avant que « *nul ne peut échapper à son destin* ». En particulier, de nombreux migrants potentiels ont estimé que le voyage était dangereux pour les personnes de l'intérieur des terres qui n'étaient pas habituées à la mer, mais pas pour les personnes élevées dans les communautés de pêcheurs. Mieux, face aux dangers, il y a une **Minimisation** en ce sens où les migrants potentiels ainsi que les passeurs mettent en place un certain nombre de stratégies pour réduire les risques, allant du port d'un GPS de secours à l'obtention d'une protection spirituelle. Toutes ces mesures réduisent le sentiment d'impuissance face au danger.

Protection du migrant. S'il est vrai que l'amélioration des conditions de vie reste la première raison de la migration, il ne faut pas occulter la protection des migrants, des réfugiés et des apatrides. En effet, les causes de l'émigration économique font que l'on a tendance d'oublier

les droits humains réclamés de plus en plus par de potentiels migrants (droit au travail, santé, genre) émerge de plus en plus.

Principaux résultats

- *Traitement médiatique des questions migratoires :* Il y a une forte relativisation du traitement des questions médiatiques par la cible. Par ailleurs, il faut repenser les émissions radiophoniques et les séances de causeries qui comportent des effets pervers. La couverture médiatique de la migration est déterminée principalement par les événements et par l'actualité nationale, internationale et par les politiques de communication du gouvernement ou des ONG. Le discours médiatique contribue en fait à influencer les stratégies d'action que les acteurs adopteront.

- *Enjeux économico sociaux des migrations* : Les enjeux économiques et les enjeux sociaux autour du phénomène migratoire expliquent les départs et la recherche de situation stable. A ceci, il convient d'y rajouter le statut social valorisé du migrant qui a réussi. La recherche d'autonomie financière et les effets d'entrainements sont aussi des sus-évoqués.

- *Discours des réseaux sociaux sur les migrations* : Si les réseaux (facebook, Imo, Whatsapp, etc…) servent à alerter sur les dangers de la migration grâce aux images envoyés par les migrants eux-mêmes. Ces mêmes réseaux sociaux à tort ou à raison survalorisent les situations de migrants à l'arrivée et cela constitue un appel pour les potentiels migrants.

- *Représentations sociales surestimées de la migration*. La perception du voyage revêt une place fondamentale dans la population cible. Le voyage représente en ce sens une forme de nécessité et la communauté reste convaincue que c'est seulement vers le lointain, l'ailleurs que l'on peut acquérir une richesse.
- *L'échec de la migration* est difficilement admise par les communautés. Il y a ainsi un usage codé de termes et de mots pour désigner l'activité migratoire valorisée (réussite) et l'activité migratoire d'échec.

- *La criminalisation du trafic* de migrants ainsi que les campagnes de sensibilisation n'ont pas encore réussi à éliminer la pratique de la migration clandestine car le désir de migrer émane de motivations socioculturelles complexe. Des efforts doivent être faits pour ouvrir davantage de voies de migration légale et de circulation de la main-d'œuvre.

- *Coûts élevés sans aucune garantie de réussite* avec une probabilité de mourir très élevée. Il convient de s'appuyer ici sur des personnes ressources Imams, Curés, Pasteurs, Chefs coutumiers et traditionnels, etc.., pour porter un discours ciblé sur l'importance de la vie dans les écrits religieux. Ce discours devrait mettre en parallèle le suicide et son bannissement dans la plus part des écrits et des croyances des sociétés et des groupes ethniques ciblés.

◊ *Situation de pauvreté extrême ou simplement désespoir grandissant des individus* ? Cette interrogation invite à une introspection de l'ensemble des acteurs de la société de réfléchir et de repenser notre volonté de vivre dignement. Le rôle de l'État dans sa mise en œuvre des politiques publiques devrait aussi être revu.

◊ Il faut davantage *d'analyses politiques et de recherches historiques* pour comprendre les inégalités structurelles sous-jacentes à l'origine des migrations et ce qui peut être fait pour y remédier, par exemple en améliorant les termes de l'échange pour les producteurs sénégalais et en analysant les migrations de manière holistique dans le cadre de l'économie politique mondiale.

◊ L'objectif de *stimuler la production agricole* est judicieux, mais on ne peut s'attendre à ce qu'il mette fin aux migrations s'il ne s'accompagne pas d'autres changements sociétaux qui répondront aux aspirations des jeunes à un mode de vie différent, à l'accès à l'éducation et, pour les femmes, à plus de liberté et d'égalité sur le marché du travail. Des efforts concertés sont nécessaires dans ces domaines, ainsi que des investissements dans le secteur primaire, pour créer une société dont les jeunes ne voudront pas s'éloigner.

◊ *Nécessité d'entamer des conversations au sein des communautés de migrants* (aspirants migrants, migrants de retour, déportés, familles de migrants, ONG locales) sur des questions culturellement sensibles telles que la migration des femmes, les migrations ratées et le rôle du Marabout et les résultats de la migration. Bien qu'il soit très difficile de faire évoluer les perceptions culturelles liées à ces sujets, on peut commencer à le faire. L'expérience des programmes de sensibilisation aux questions de genre montre que de petits changements d'attitude peuvent être obtenus sur une période donnée. Des changements similaires peuvent être recherchés dans les domaines identifiés ci-dessus.

◊ Il est *urgent de protéger les migrants aux points de transit* en attirant l'attention sur leurs expériences soulignées dans ce document et en amenant les agences internationales telles que l'OIM, le Comité international de secours et les groupes de défense des droits des migrants à intervenir pour réduire la souffrance humaine.

Conclusion

Les migrations désordonnées notées ces dernières décennies sont une conséquence des crises économiques et politiques recensées dans les destinations des pays africains combinées à la difficulté de l'éligibilité pour le visa Schengen. Cette situation a conduit à la « crise migratoire » et les fonds fiduciaires dégagés n'ont pas encore réussi à la juguler. Les raisons économiques figurent parmi les principales raisons et surtout l'absence d'opportunités économiques, les difficultés de trouver un emploi, le chômage, mais aussi l'absence des perspectives professionnelles sont autant de facteurs déterminants des migrations identifiées. Pour autant, on ne peut occulter les raisons d'ordre culturel, social et politique qui ont un poids non négligeable dans les décisions migratoires.

Les récits de réussite de migrants et surtout la transformation physique de l'environnement villageois de départ par les migrants et la perception sociale des migrants installés dans les pays de destination accentuent la pression sur les jeunes. Cette perception positive se trouve davantage renforcée par les migrants vacanciers, disposant des symboles de statuts dont les jeunes « non-migrants » ne peuvent pas accéder. Malgré les sommes considérables qui sont engagées, le voyage du migrant n'est pas de tout repos et les difficultés y attenants sont rapportés par les migrants dans leurs discours. Pour autant, les témoignages poignants n'ont encore pas réussi à arrêter la migration clandestine.

La Casamance, à l'image de toutes les régions du Sénégal n'est pas en marge de cette migration clandestine par voies terrestres et navigables. Ainsi, s'est mise en place toute une industrie qui sous-tendent l'activité migratoire. Les familles, dans leur immense majorité s'inscrivent plutôt à cette vision réductrice qui peint la migration comme élément essentiel de réussite sociale. En conséquence, le phénomène, loin de s'estomper semble plutôt se densifier et trouve un regain grâce à des stratégies de toutes sortes comme la consultance des marabouts, voyants, et autres pratiques ésotériques. On retiendra que le changement de la condition statutaire ne paraît possible que par l'entremise de la migration. Et, les études monographiques ainsi que les « mots » de la migration le démontrent à suffisance.

Sous sa forme actuelle, la lecture offerte par la migration clandestine est l'existence d'une « génération heureuse » et d'une « génération maudite » dans la migration. La première a bénéficié des pleins essors de la reconstruction des pays européens, rendant leur migration relativement aisée alors que la deuxième génération paye de plein fouet les modifications considérables des crises économiques et sociétales.

S'en sortir à tout prix et à tous risques. D'où la question légitime sur la prise de conscience des dangers qui cernent la migration clandestine ?

Les représentations collectives sur la migration renseignent que les communautés ont mis en place tout un ensemble de dispositifs visant à minimiser les risques réels des dangers de la migration clandestine. On retiendra que l'heure n'est pas encore venue d'offrir des chrysanthèmes à la migration clandestine.

Bibliographie

- Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) [Sénégal], et ICF. 2018. Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue 2017). Rockville, Maryland, USA : ANSD et ICF.
- Andersson, R. (2014). Hunter and prey: Illegal patrolling migration in the Euro-African borderlands. Anthropological Quarterly, 87 (1). Pp 118-149.
- ANSD (2013). Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage, Rapport Définitif.
- ANSD (2017). Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue).
  Ba, C. O. (2007). Barca o barzakh: Migración clandestina senegalesa hacia España, entre el Sahara Occidental y el océano Atlántico. Paper presented at Mesa redonda El Magreb: tierra de emigración, de paso y de inmigración organized by Casa Àrabe e Institute International de Estudios Arables y del Mundo Mulsulmán, Murcia and Madrid.
- Bava, S. and Picard J. (2010). Les nouvelles figures religieuses de la migration africaine au Caire, in Autrepart, numéro 56, pp 153-170.
- Beech, S.E., (2018). Adapting to change in the higher education system: International student mobility as a migration industry. Journal of Ethnic and Migration Studies, 44 (4), 610-625.

- Camara L. (2018). Pratiques religieuses, culture de la migration et imaginaires migratoires en Afrique subsaharienne: les contextes senegalais et guineens » in Semestrale di Studi en Ricerche di Geografia, Universita Di Roma Sapienza, pp.7-27.
- Carling, J. (2007). Unauthorized Migration from Africa to Spain. International Migration, 45(4): 3–37. doi:10.1111/j.1468-2435.2007.00418.

  Christiansen, C., Utas, M. and Vigh, H.E. (2006). *Navigating Youth, Generating Adulthood: social becoming in an African context*, Nordiska Afrikainstitutet, Gotab aB, Stockholm, pp 9-38.
- Claude Lévi-Strauss (1958), Anthropologie structurale, Paris, Plon.
- Cranston, S., Schapendonk, J. and Spaan, E., (2018). New directions in exploring the migration industries. Introduction to special issue. Journal of Ethnic and Migration Studies, 44 (4), 543--557.

  Cross, H. M. (2009). 'The EU Migration Regime and West African Clandestine Migrants', Journal of Contemporary European Research. *5* (2), 171--187. http://www.jcer.net/ojs/index.php/jcer/article/view/175/148/
- Da Col, G., & Humphrey, C. (2012). Introduction: Subjects of luck-contingency, morality, and the anticipation of everyday life. *Social Analysis*, *56* (2), 1-18.

  De Boeck, F. and Honwana, A. (2005). Children and youth in Africa: agency, identity and place. *Africa e Mediterraneo; cultura e società*, *51*, 42-51.
- Deshingkar P., (2019), Victims of trafficking and modern slavery or agents of change? Migrants, brokers and the state in Ghana and Myanmar. Journal of the British Academy 7(s1), 77– 106.
- Diallo A. (2014). Yakaar, Dakar-Dubaï-Guangzhou : trajectoire des commerçantes de Dakar. *Revue Tiers Monde 217*, 97-112.
- Ebin, V. (1995). Women's saints and strategies : the expanding role of Senegalese women in international trade. *Mondes en développement 127*, 97-112.
- Eppsteiner, S. and J. Hagan (2016). Religion as Psychological, Spiritual, and Social Support in the Migration Undertaking in Jennifer B. Saunders, et al (eds.) Intersections of Religion and Migration: Issues at the Global Crossroads, London: Palgrave Macmillan, pp 49-70.
- Fekadu, A., Deshingkar P., and Tekalign A., (2019). Brokers, migrants and the state: *Berri Kefach* "door openers" in Ethiopian clandestine migration to South Africa, WP 56, Migrating out Of poverty, University of Sussex.
- Gaibazzi, P. (2012). God's time is the best: religious imagination and the wait for emigration in The Gambia. In Global horizon: expectation of migration in Africa and the Middle East (eds) K. Graw and J. S. Schielk, 121-36, Leuven University Press.
- Gaibazzi, P. (2015). The quest for luck: fate, fortune, work and the unexpected among Gambian Soninke hustlers, *Critical African Studies*, *7*(3), 227- 242, doi: 10.1080/21681392.2015.1055534
- Gammeltoft-Hansen T., and Sorensen N, (2013). The Migration Industry and the Commercialization of International Migration, New York/London : Routledge.
- Hagan, J. M. (2008). Migration Miracle: Faith, Hope, and Meaning on the Undocumented Journey. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Hagan, J. M. (2008). *Migration Miracle: Faith, Hope, and Meaning on the Undocumented Journey.* Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Hamood, S. (2006). African Transit Migration through Libya to Europe: The Human Cost. American University in Cairo, Forced Migration and Refugee Studies.
- Hernández-Carretero, M. and Carling, J. (2012). Beyond" Kamikaze migrants": risk taking in West African boat migration to Europe. *Human Organization*, pp.407-416.

- Hernandez-Leon, R. (2008). *Metropolitans Migrants: The Migration of Urban Mexicans to the United States*. Berkeley and Los Angeles, CA: University of California Press.
- Hillmann F., Van Naerssen T. and Spaan E, (2018). Trajectories and Imaginaries in Migration. *The Migrant Actor in Transnational Space*. London: Routledge.
- Ifekwunigwe, J.O. (2013). 'Voting with their feet': Senegalese youth, clandestine boat migration, and the gendered politics of protest. *African and black diaspora: An international journal*, *6*(2), 218-235.
- Koh ans Wissink (2017), "Enabling, structuring and creating elite transnational lifestyles: intermediaries of the super-rich and the elite mobilities industry" Journal of Ethnic and Migration Studies, Pp 592-609
- Mary André, « Chapitre VI – Marc Augé. Plasticité païenne et rituel prophétique [*] », dans : , Les anthropologues et la religion. sous la direction de Mary André. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Quadrige », 2010, p. 185-239. URL : https://www.cairn.info/les-anthropologues-et-la-religion--9782130578130-page-185.htm
- Mazzucato V. (2005). Ghanaian Migrants double engagement : a traditional view of development and integration policies. Global Migration Perspectives, 48. Global Commission on International Migration, Geneva.
- McCollum, D., & Findlay, A. (2018). Oiling the wheels? Flexible labour markets and the migration industry. Journal of Ethnic and Migration Studies, 44(4), 558-574.
- Melly, C. M. (2011). Titanic Tales of Missing Men: Reconfigurations of National Identity and Gendered Presence in Dakar, Senegal.*American Ethnologist*, 38(2), 361–376. doi:10.1111/j.1548-1425.2011.01311
- Monzini, P. (2007). Sea-Border Crossings: The Organization of Irregular Migration to Italy. Mediterranean Politics, 12(2): 163–184. doi:10.1080/13629390701388679
- Ndiaye L. (2013). Mysticisme et identité négro-africaine. Activité politique et pratiques mystiques, in Éthiopique, numéro 90.http://ethiopiques.refer.sn/spip.php?article1863
- Ndione B and Lalou R. (2005), Tendances récentes des migrations internationales dans le Sénégal urbain : Existe-t-il une dynamique de quartier ? Les exemples de Dakar, Touba et Kaolack, Documents de Recherche n° 1, Marseille, LPED.
- Ngom, A. (2017). Les Tentatives d'Emigration par la Mer de Jeunes Sénégalais de Casamance, Revue des Sciences Sociales, N° 57, Strasbourg.
- Nyamnjoh, H. M. (2016). "Penetrating the Unseen": Role of Religion and Spiritual Practices in the Senegalese Boat Migration Process. The Public Face of African New Religious Movements in Diaspora: Imagining the Religious 'Other', 191.
- Osmanovic, A. (2019). Illicit business, human trafficking and money laundering in Senegal.*Sicherheits-und Friedensordnungen in Afrika: Nationale und regionale Herausforderungen*, *222*, 223-248.
- Pastore, F. (2006). Schengen's Soft Underbelly? Irregular Migration & Human Smuggling across Land & Sea Borders to Italy. International Migration 44(4), 95–118.
- Pian A. (2009). Aux nouvelles frontières de l'Europe. L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc.– Paris, La Dispute, 2009.
- Poeze, M. (2010). In Search of Greener Pastures? Boat-migrants from Senegal to the Canary Islands, 27 Leiden: African Studies Centre, African Studies Collection.
- Rosander E., (2005). Cosmopolites et locales: femmes sénégalaises en voyage. *Afrique & histoire*, *4*(2), 103-122.
- Rosander, E. E. (2010). Gender relations and female autonomy among Senegalese migrants in Spain: three cases from Tenerife.*African and Black Diaspora: An International Journal*, *3*(1), 91-107. doi: 10.1080/17528630903319862.

- Sarr, F. (1998). *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal : la transformation des rapports de pouvoirs*. Paris, Harmattan, coll. Forum du Tiers Monde.
- Schapendonk, J., van Liempt, I., Schwarz, I., & Steel, G. (2018). Re-routing migration geographies: Migrants, trajectories and mobility regimes. Geoforum.
- Spaan, E. and Hillmann F. (2013). Migration trajectories and the migration industry: Theoretical reflections and empirical examples from Asia, in N. Nyberg Sørensen & T. Gammeltoft- Hansen (eds.) The Migration Industry and the Commercialization of International Migration, London & New York: Routledge, 64-86.
- Spaan, E., and T. Van Naerssen (2018). Migration Decision-making and Migration Industry in the Indonesia-Malaysia Corridor. Journal of Ethnic and Migration Studies 44 (4): 680–695. doi:10.1080/1369183X.2017.1315523.
- Spener, D. (2004). "Mexican Migrant-Smuggling: A Cross-Border Cottage Industry." *Journal of International Migration and Integration* 5 (3): 295–320.
- Tandian A. (2019). La migration – Mon projet. Les Candidats et les Réseaux Migratoires. Cas de la république de Guinée. Rapport d'Étude, GERM.
- Thomson, M. (2014). " Barcelona or Death": A multidimentional analysis of Senegalese irregular migration and post-colonial transnationalism. BA Thesis Swarthmore College. Dept. of Sociology & Anthropology.
- Toma, S. (2014). L'influence mitigée des migrations masculines sur les activités économiques des femmes « qui restent » : étude de cas dans la vallée du fleuve Sénégal, in *Cahiers québécois de démographie*. https://id.erudit.org/iderudit/1027982ar
- Venables, E. (2008). Senegalese Women and the Cyber Café: Online Dating and Aspirations of Transnational Migration in Ziguinchor. *African and Asian Studies*, 7: 471–490. doi:10.1163/156921008X359623
- Wee, K., Goh, C. and Yeoh, B.S. (2019). Chutes-and-ladders: the migration industry, conditionality, and the production of precarity among migrant domestic workers in Singapore in Journal of Ethnic and Migration Studies, 45(14), pp.2672-2688.
- Wihtol De Wenden, C. (2005), Géopolitique des Migrations, Eyroles.
  Xiang, B. and Lindquist, J. (2014) 'Migration Infrastructure.' *International Migration Review,* 48:S122-S148.
- Xiang, B. and Lindquist, J. (2014) 'Migration Infrastructure.' International Migration Review, 48:S122-S148.
- Zack, T., Matshaka, S., Moyo, K. and Vanyoro, K. (2019) My Way? The circumstances and intermediaries that influence the migration decision-making of female Zimbabwean domestic workers in Johannesburg. Working paper 57. Migrating out of Poverty, University of Sussex, Brighton.